

## Aujourd'hui



# La France décrit Ottawa et Québec comme des adversaires «roublards»

## Paris n'a pas digéré l'élection de Jean-Louis Roy à la barre de l'ACCT

**DENIS LESSARD**  
du bureau de La Presse  
QUÉBEC

Le Canada et le Québec n'ont pas joué franc-jeu à l'endroit de leurs partenaires européens lors de l'élection, l'automne dernier, du Secrétaire général de l'Agence de coopération culturelle et technique, Jean-Louis Roy.

Au terme d'un mandat de deux ans à l'Agence comme Directeur

général des sciences et techniques, Jean-Claude Corbel, haut fonctionnaire français désormais retraité, fait un constat fort inquiétant des problèmes de gestion de l'ACCT et dit douter que le nouveau secrétaire général, l'ex-député du Québec à Paris, puisse les régler.

Mais surtout, il vient confirmer noir sur blanc que le Canada et le Québec ont joué gros en contrecarrant le désir du gouvernement français de voir le Belge Roger

Dehaybe accéder à la barre de l'ACCT.

Dans un rapport de sept pages «serrées», M. Corbel décrit le Canada et le Québec comme des adversaires «roublards et intéressés» et déplore les attaques sournoises dont a été victime la France lors de la conférence générale de l'ACCT, au Canada l'automne dernier.

Dans son mémoire, obtenu par La Presse de sources canadiennes, M. Corbel explique la défaite

du candidat franco-belge lors de l'élection à Ottawa, en novembre. Ce rapport, remis en début d'année au Quai d'Orsay — l'équivalent français de notre ministère des Affaires étrangères — dresse un sombre décor pour la visite au Québec du premier ministre français, Michel Rocard. Le passage de M. Rocard au Québec — une visite annuelle que font alternativement les représentants

VOIR FRANCE EN A 2

### A3 BERNARD PROVENÇAL

L'ancien délateur Bernard Provençal, qui attend d'être juge pour une affaire de meurtre et vols à main armée, s'engage à reprendre coûte que coûte le droit chemin.

### A2 UQAM

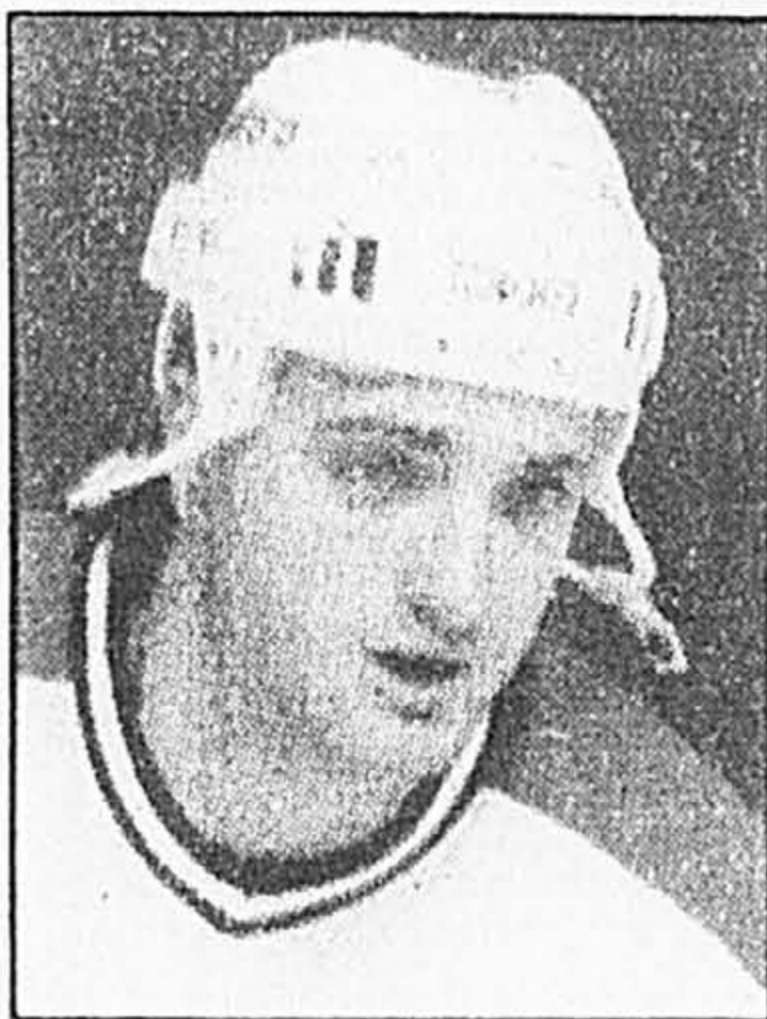
Douze mille des 36000 étudiants de l'Université du Québec à Montréal entreprennent une grève de trois jours pour protester contre le dégel des frais de scolarité.

### B1 BANQUE DE MONTREAL

Une étude réalisée pour le compte de la Banque de Montréal conclut que le Québec possède tous les instruments voulus pour faire face à une éventuelle indépendance.

### D1 ASSURANCE-AUTOMOBILE

Les automobilistes québécois doivent s'attendre ce printemps à une hausse de cinq à dix p. cent des primes d'assurance-automobile facturées par les assureurs privés.



### S3 STÉPHANE RICHER

L'as marqueur du Canadien affirme que les rumeurs faisant état d'une liaison entre lui et le chanteur Roch Voisine dépassent les bornes et que quelqu'un va payer.

## ATTENTAT À LA VOITURE PIÉGÉE



PHOTO ROBERT NADON, La Presse

Laurent Parent a été victime d'un règlement de comptes en face de chez lui, rue Mathys à Sainte-Marthe-sur-le-Lac.

## Le corps de la victime a été déchiqueté

SUZANNE COLPRON

«Déguelasse... L'homme n'avait plus de tête ni de jambes. J'ai dit à mon mari: 'Regarde, il y a un corps sur le capot du camion'».

Ce corps, c'était celui de Laurent Parent, 43 ans. Cinq minutes plus tôt, il avait été victime d'un attentat à la voiture piégée, en face de sa maison, rue Mathys, à Sainte-Marthe-sur-le-Lac, près de Saint-Eustache.

M. Parent se trouvait à proximité de sa Cadillac blanche de l'année quand l'explosion est survenue, vers 13h hier. Victime d'un règlement de comptes? Vraisemblablement. Au dire de la police, il n'était pas un enfant de cœur. Plutôt un ami des Hell's Angels...

Sous l'effet de la déflagration, son corps a été déchiqueté et projeté dans toutes les directions. Quant à la voiture, elle a été coupée en deux.

La police croit que l'engin explosif avait été placé sous l'auto-

mobile et était télécommandé. Pendant quelques heures, les policiers ont aussi cru que les deux autres véhicules de la victime avaient été piégés. Mais on a constaté plus tard qu'il n'en était rien.

La Presse a la porte

Surprise: une représentante de La Presse allait frapper à la porte de M. Parent pour lui demander de renouveler son abonnement lorsque le frère de la victime lui a crié en saccant: «Partez... Ne restez pas ici...»

C'est alors qu'elle a vu le corps en lambeaux sur le capot de la camionnette. «Affreux... Il n'y avait que le tronc. Les jambes, les bras et la tête avaient été arrachés.» Elle allait partir pour prévenir la police lorsqu'elle a entendu les sirènes.

Dans les minutes suivantes, les agents de la Sûreté du Québec et les pompiers arrivaient sur place. Ils établissaient un périmètre de sécurité pour interdire l'accès aux curieux. Un hélicoptère survolait les lieux.

VOIR VICTIME EN A 2

## Sommaire

- Annonces classées
- Immobilier..... D12 à D14, E1, E2
- merchandises..... E2, E3
- emplois..... E3, E4
- automobiles..... E4 à E6
- propositions d'affaires..... D6
- Arts et spectacles
- Informations..... B4 à B8
- horaires..... B6
- Bandes dessinées..... E2
- Bridge..... E3
- Décès..... E6
- Économie..... D1 à D11
- Éditorial..... B2
- Êtes-vous observateur?..... D12
- Feuilleton..... D13
- Horoscope..... D14
- La mode..... C1 à C7
- Le monde..... A7 à A9
- Loteries..... A5
- Mots croisés..... E5, S10
- «Mot mystère»..... E4
- Télévision..... B4, B5
- Têtes d'affiche..... A7
- Tribune libre..... B2

## La décision de la Lituanie est «alarmante», dit Gorbatchev

d'après Reuter, AFP et UPI  
VILNIUS, URSS

Au lendemain de l'indépendance proclamée par le Parlement de Vilnius, la Lituanie s'est attiré hier beaucoup de sympathie mais aucune reconnaissance. Mikhail Gorbatchev trouvant «plutôt alarmante» la décision des élus de la république balte et les États-Unis se contentant d'invoquer le Kremlin à «respecter la volonté des Lituaniens» et à négocier avec eux.

«L'information qui arrive de là-bas est plutôt alarmante», a déclaré le numéro 1 soviétique à l'ouverture d'une session spéciale du Congrès des députés du peuple, convoquée pour lui voter de nouveaux pouvoirs exécutifs en tant que président de l'URSS. «Les décisions qui sont prises la

affectent les intérêts fondamentaux et le destin de la république elle-même, de la population et de notre État tout entier», a-t-il dit, et des commissions parlementaires et le gouvernement soviétique «se pencheront immédiatement sur la décision de la Lituanie».

L'exemple lituanien pourrait être rapidement imité par les deux autres républiques baltes, la Lettonie et l'Estonie, occupées en 1940 par l'Armée rouge sur ordre de Staline et avec l'accord d'Hitler. Les députés baltes, dont certains avaient annoncé qu'ils ne participeraient pas aux débats du Congrès des députés d'URSS, ont changé de tactique et sont arrivés nombreux au Parlement pour contester le projet présidentiel de Gorbatchev.

Le Congrès a d'ailleurs reporté hier le vote sur l'instauration d'un régime présidentiel fort en

URSS, l'opposition radicale ayant estimé que le projet de loi avait été présenté trop vite et qu'il accordera trop de pouvoirs à un seul homme, faisant courir à l'URSS le risque d'une nouvelle dictature. En vertu du projet, en effet, le président pourra gouverner par décrets.

Moscou cherchait manifestement hier à calmer le jeu à propos de la Lituanie et même Igor Ligatchev, chef de file de l'opposition conservatrice à la perestroïka, excluait tout recours à la force et estimait qu'il fallait «résoudre ce problème par des moyens politiques». Pour Guennadi Guerassimov, porte-parole de la diplomatie soviétique, les pays occidentaux sont tout aussi embarrassés car la Lituanie les place devant «un désagréable problème juridi-

VOIR LITUANIE EN A 2

## Herta Trouillot assure l'intérim de la présidence en Haïti

d'après AFP, UPI, CP et Reuter  
PORT-AU-PRINCE

Pour la première fois dans l'histoire d'Haïti, une femme, juge de la Cour suprême, Mme Herta Pascal Trouillot, a été nommée hier présidente de la république.

Une coalition de mouvements d'opposition haïtiens a en effet annoncé hier avoir demandé au juge de la Cour suprême Herta Trouillot d'assurer l'intérim de la présidence.

Le général Herard Abraham, qui a pris les rênes du pouvoir à la suite de la démission, sa-

medi, du président Prosper Avril, a lu une lettre du magistrat Trouillot dans laquelle celle-ci annonçait accepter ses nouvelles fonctions.

Le général Abraham a cédé le pouvoir hier peu avant 19h.

«Nous pourrions céder le pouvoir à Mme Trouillot avant 19h afin qu'elle puisse installer son gouvernement provisoire et organiser des élections», a dit Abraham lors

VOIR HAÏTI EN A 2

● A 7: Un portrait de la nouvelle présidente

<p><b>HAWAII</b> 1<sup>er</sup> Paradis</p> <p>2 semaines Incluant avion-hôtel et par gros-porteur transferts.</p> <p>à partir de <b>149\$**</b></p> <p>HAWAII TOURS</p>	<p><b>HAÏTI</b></p> <p>Départ tous les dimanches à partir de</p> <p><b>379\$</b></p> <p>HAÏTI TOURS</p>	<p><b>VANCOUVER</b></p> <p>2 vols hebdomadaires directs, soit le jeudi et le lundi. Vol aller et retour</p> <p><b>359\$</b> plus taxes</p> <p>Vol aller simple 249\$</p> <p>LES AILES DE L'OUEST</p>	<p><b>TURKS &amp; CAICOS</b></p> <p>LA DESTINATION PAR EXCELLENCE</p> <p>Départs tous les samedis</p> <p><b>20%</b> de réduction</p> <p>TURKS &amp; CAICOS TOURS</p>	<p><b>LOS ANGELES</b></p> <p>Départ tous les mercredis du 4 juillet au 5 septembre 1990</p> <p><b>399\$</b> plus taxes</p> <p>Vol aller et retour</p> <p>LES AILES DE L'OUEST</p>
--	---	--	--	---

\*Faites votre réservation 90 jours avant le départ et économisez 300 \$ par couple \* Nombre de places limité \* Consultez les brochures disponibles chez votre agent de voyages.

## SUITE DE LA UNE

## ROBE

La robe bleue

dépensent. Ils paradent. Ils s'amuse. Ils jouent au mah-jong comme des malades. Ils bouffent... Ils sont très proches des Cantonaux dont je vous parlais l'autre jour (ils parlent d'ailleurs la même langue), des méridionaux, des jousseurs, des chromés... Ils s'amuse avec leurs gadgets. Le dernier en date, la folie de l'heure: le téléphone cellulaire. On les voit le dimanche en famille, tout en marchant dans la rue ils appellent ma tante: *Ma tante, on arrive là, encore trois coins de rue...*

Qui appelleront-ils dans sept ans, sur leur téléphone cellulaire? Peut-être Pékin, directement: *Allô, mon oncle Deng? As-tu bientôt fini d'écoeurer le prolétariat?*

Hong Kong. Cette fois c'est vrai, je cherche la ville...

On m'avait indiqué les quartiers sud de Kowloon, Tsim Sha Tsui et Yaumati. Elle devait être là, la ville. Tu parles! Ça une ville? Ce super-marché de pacotilles, ce mega pawn shop? La

plus grande concentration de centres commerciaux et de galeries marchandes au monde. Le plus grand attrape-nos du monde...

Hong Kong est plus cher que New York (et que n'importe lequel de nos «magasins à catalogues» du type *Service Marchandise* ou *Distribution aux consommateurs*). Les milliers de Nord-Américains et les irrépressibles têtus de toutes les Plaza Saint-Hubert de la planète qui font le détour par Hong Kong pour acheter des systèmes stéréos ou du matériel photo se font joliment frustrer. Et pour l'électronique, les vêtements, les souliers, les montres, les faux...

Il n'y a rien à acheter à Hong Kong. Je veux dire pas d'aubaines miraculeuses. Sauf sur le jade, la porcelaine et la soie. Et encore, à condition de connaître le milieu...

Sortons de ce merdier. Temple Street, Ocean Center, Harbour Center... Retournons sur l'île même de Hong Kong. Quinze minutes de métro à peine. Voilà. Je marche dans Central District... Je cherche toujours la ville et ne trouve qu'un lunaire park pour banquiers. Je marche

et je note: The Commercial Bank of Hong Kong. Mitsui Bank. Swiss Bank Corp. Crédit Agricole. Deutsche Bank. Bank of Tokyo. The Bank of Nova Scotia. Citibank. Hamburgische Landesbank. Credito Italiano. Canadian Imperial Bank of Commerce. Pacific Asian Bank. Hokkaido Bank. Bank of China. Crédit Suisse. Bank of East Asia. Belgian Bank. Je note: fuck all the banks.

Pour être juste il faut que je dise que de temps en temps entre les banques, il y a des trusts. Et des compagnies d'import-export. Et des bureaux de consultants. Et même des *Input-Output Control System*. C'est bien pour dire comme le paysage est pittoresque et varié.

De temps en temps aussi, il y a des grands hôtels. Comme par exemple le Furama Kempinski où, ce midi-là, voyez comme le hasard fait bien les choses, la Chambre de commerce canadienne de Hong Kong recevait M. Li, directeur général de la Banque of East Asia Ltd.

Si j'y suis allé? Vous ne me posez pas la question sérieusement j'espère. Je m'y suis précipité. Enfin quoi, suis-je journaliste ou pas?

La relationniste de la Chambre de commerce n'en revenait d'ailleurs pas...

— *La Presse de Montréal*, vraiment? À notre déjeuner mensuel?

— Mais oui pourquoi pas? L'imagine que mon confrère du *Toronto Star* est ici aussi? Ah non? Comme c'est curieux...

Elle m'a remis un kit de presse en s'excusant: «C'est seulement en anglais et en chinois...» Je l'ai rassurée: «Si c'est en chinois, c'est parfait, madame.

Sujet de la conférence de Monsieur Li: «The Canada-Hong Kong connection... Des chiffres d'abord. 105 000 citoyens de Hong Kong ont immigré au Canada au cours des dix dernières années. De tous les gens qui quittent Hong Kong en ce moment, la moitié se retrouvent au Canada. Surtout à Vancouver que les Chinois de Hong Kong appellent entre eux *Van Kong!*»

«Certes, cela cause quelques petites frictions culturelles», a concédé M. Li avant d'ajouter, suavement: «Frictions largement compensées par l'apport économique de nos immigrants qui ont injecté 3 milliards\$ dans l'économie canadienne en 89»...

M. Li soulignera encore que dans cet exode de «Yacht People», Hong Kong perd au profit du Canada ses hommes d'affaires les plus avisés, mais comme il convient dans ce genre de get together, M. Li terminera son allocution sur une note résolument optimiste: «Le Canada et Hong Kong ont une longue tradition d'amitié, et en mettant aujourd'hui nos talents en commun, nous nous bâtissons un grand avenir.»

Plus pompier que ça, mon vieux, tu te brûles...

Les 200 convives l'ont applaudi vivement. Pas moi... Quand j'entends un banquier parler d'avenir, je ne peux pas m'empêcher de penser que c'est du temps à 12 p. cent...

## Demain, Saint-Armand!

Fin du voyage. Hong Kong était la dernière étape. Il y avait aussi Shanghai au programme, c'est vrai. Mais pour ce que j'en ai vu à Canton, les Chinois sont trop marabout. Et puis ils ne veulent pas me laisser entrer mon vélo. Encore moins me laisser pédaler de Shanghai à Suzhou comme je l'avais projeté.

Fait que je rentre à Saint-Armand...

Même que je termine cette chronique dans l'avion entre Hong Kong et Tokyo... Ce qui intrigue d'ailleurs grandement mon voisin, un Chinois de Albany... Qu'est-ce que j'écris? Pourquoi en français? Ou je vais? Un achaland. J'ai répondu à sa dernière question seulement.

— Je vais voir ma fiancée...

— What's a fiancée?

Je lui ai expliqué que c'était une créature avec une robe bleue dont l'homme s'ennuyait énormément quand il allait à l'étranger faire tourner des ballons sur son nez...

Ma description l'a laissé perplexé...

— Si la robe n'est pas bleue, a-t-il fini par me demander, est-ce que c'est quand même une fiancée?

— Oui, mais c'est bien plus joli quand c'est bleu...

Voilà, c'est Tokyo. Après ce sera Detroit. Et après Saint-Armand...

(Prochaine chronique, mardi prochain...)

## FRANCE

La France décrit Ottawa et Québec comme des adversaires «roublards»

de la France et du Québec — est jusqu'ici prévu pour la fin d'août ou le début de septembre.

Parlant de l'élection de M. Roy, M. Corbel souligne qu'elle a donné lieu, «en coulisses, à de navrantes tractations, peu compatibles avec la dignité supposée de l'enjeu. Les pays francophones d'Afrique ont cédé aux promesses et au marchandage du Canada et du Québec et, soucieux de bénéficier des largesses imaginaires de l'Amérique francophone, ont finalement appuyé le pays hôte (le Canada)».

La France, «mal préparée à la pugnacité de ses partenaires canadiens, se trouve encore en position de bouc émissaire, même si elle tient encore à bout de bras des économies africaines. Le problème provient de ce que les dirigeants de ces pays d'Afrique, anesthésiés par les habitudes, croient que l'aide française va de soi. Ils sont davantage éblouis par les coups publicitaires de partenaires nouveaux et roublards qui affichent une candeur de façade», soutient M. Corbel, qui poursuit: «Après de frénétiques cabales d'adversaires parfois sournois, l'ACCT se retrouve entre les mains du Canada et il n'est nullement assuré qu'il fasse un usage désintéressé d'un tel avantage. Le bon sens porte à fortement penser l'inverse, compte tenu des inclinations naturelles et nationales des responsables impliqués».

«Vertu britannique, le fair-play n'a point franchi l'Atlanti-

que», déplore enfin M. Corbel dans son mémoire, un bilan de deux ans de travail à l'ACCT qu'il a rendu avant de prendre sa retraite.

Les problèmes de gestion de l'Agence, qui regroupe des fonctionnaires d'une quarantaine de pays francophones, sont bien connus. On insiste trop selon lui sur le fait que 50 p. cent des budgets totaux de l'ACCT — quelque 12 millions\$ — soient gérés par les dépenses «incompressibles» d'opération.

Il reste beaucoup de gens de valeur à l'Agence, «bien qu'une fraction non négligeable des agents se laisse aller au laxisme et considère l'institution comme un simple ancrage permettant, à partir d'une rémunération honorable, de vaquer à d'autres occupations, ou simplement de ne rien faire». Le reproche souvent fait à l'ACCT d'être une «agence de placement pour cadres en mal de statut diplomatique» est sans doute excessif mais recèle quelque vérité, selon M. Corbel.

Un «dégraissage» serait nécessaire — ce qu'a maintes fois répété Jean-Louis Roy par ailleurs — mais M. Corbel le juge improbable, «étant donné la propension des États membres à sans cesse réclamer l'ouverture de nouveaux postes dans l'espoir d'y caser quelques protégés, ou, à l'inverse, d'éloigner une personnalité soudain devenue encombrante».

En dépit des espoirs de Jean-Louis Roy, «il serait aventureux de compter sur les Secrétaires généraux successifs pour conduire un tel assainissement, puisque leur poste est essentiellement politique et que leur souci majeur est de s'y maintenir en composant

avec les susceptibilités nationales», affirme le fonctionnaire français, qui n'hésite pas à pointer du doigt certaines «opérations de prestige» de l'ACCT qui, parfois improvisées, «ont été de pénibles fiascos». Les dirigeants de l'ACCT ont mis en place «un cabinet hypertrophié et hétérogène, où les attributions de certains chargés de mission relèvent d'un irrésistible cocasse».

«On ne peut qu'être interloqué d'apprendre que la réservation d'une suite dans un palace genevois, pour quelques heures, a représenté six mois de traitement d'un agent de grade moyen.»

Selon M. Corbel, le maintien d'un Comité du suivi pour assurer le cheminement des dossiers entre deux Sommits francophones vient sérieusement compromettre l'autonomie du Secrétaire de l'ACCT. Le véritable patron de l'Agence sera le Président du Comité du suivi (le député sénégalais Christian Valentin depuis le Sommet de Dakar), la fonction de Secrétaire général devenant honorifique, estime M. Corbel, qui voit mal ce qui pourra empêcher «cette pernicieuse évolution». C'est aux chefs d'État d'intervenir pour affirmer que l'Agence est l'«opérateur privilégié» des Sommits, suggère M. Corbel.

Par ailleurs, le Québec, tout comme le gouvernement fédéral, recommande depuis longtemps — depuis le Sommet de Québec, en 1987 — que l'ACCT soit, dans les faits, une sorte de comité permanent du suivi, entre deux Sommits de la francophonie. □

## VICTIME

Le corps de la victime a été déchiqueté

Non loin de là, une voisine a eu la peur de sa vie. «J'ai cru que ma maison sautait... Je suis sortie dans la rue et j'ai vu que la voiture de M. Parent avait explosé. Il n'y avait pas de fumée. Juste un amas de ferraille.»

Selon des habitants de Sainte-Marthe, M. Parent brassait de grosses affaires. Quelle genre? «Des affaires de drogue», chuchote-t-on. «Mais ce n'était pas un mauvais diable. Plutôt un bon citoyen. Et généreux à part ça.»

Au camélot de *La Presse*, M. Parent avait l'habitude de donner un généreux pouboire de 35\$ par mois. Et à l'ouvrier qui vidait sa fosse septique, il remettait 200\$ pour une facture de 125\$. «Garde la monnaie», avait-il coutume de dire...

Sa femme et ses deux enfants,

deux fillettes de six et huit ans, se trouvaient en vacances en Floride au moment de l'attentat. M. Parent demeurait à Sainte-Marthe, rue Mathys, depuis une dizaine d'années. Au cours des prochains jours, la Sûreté du Québec va tenter d'en apprendre un peu plus sur les circonstances de sa mort. Pas de suspect pour le moment. □

## HAÏTI

Herta Trouillot assure l'intérim de la présidence en Haïti

d'une cérémonie au quartier général de l'armée.

Un Conseil d'État composé de 19 membres et formé par l'opposition assumera les fonctions de gouvernement par intérim et supervisera des élections d'ici 90 jours.

Avril fuit  
Le général Prosper Avril avait quitté auparavant Haïti pour les États-Unis, deux jours après avoir abandonné la présidence et la tête de l'armée, a annoncé l'ambassade américaine à Port-au-Prince.

## Les meurtres «télécommandés» ne sont pas monnaie courante

BRUNO BISSON

Les meurtres à la bombe télécommandée ne sont pas monnaie courante, au Québec, mais le règlement de comptes qui a coûté la vie à Laurent Parent, hier, remet en mémoire deux cas où une solution aussi expéditive a été utilisée, dans l'histoire récente.

Le cas du promoteur et organisateur politique Henri Paquin, de Saint-Laurent, en banlieue de Montréal, demeure toujours le plus énigmatique. Paquin, 50 ans, a été tué net dans l'explosion de sa voiture le 12 octobre 1988.

Déclenchée à distance, l'explosion avait été assez violente pour faire voler en morceaux une bonne partie de la voiture de l'homme d'affaires. L'enquête de la police de la CUM n'a permis aucune arrestation dans cette affaire.

Par ailleurs, le 12 décembre 1987, un propriétaire de bar de Saint-Jean-sur-Richelieu, Paul-Émile Laporte, périsait dans l'explosion d'une bombe télécommandée. Ce meurtre, exécuté par

deux tueurs à gages, avait été commandé par la compagnie de Laporte, Nicole Ricard, âgée de 47 ans. Cette dernière, qui se plaignait des mauvais traitements que lui infligeait Laporte, a été condamnée, en février, à sept ans de prison pour ce meurtre.

D'autres utilisations d'explosifs n'ont pas fait de victimes mais sont aussi demeurées inexplicables. Le 29 mai 1989, une bombe explosait sur le siège avant de la voiture personnelle du président de la commission scolaire Jérôme-Le Royer, de Montréal, M. Joseph Morselli.

Rappelons aussi qu'au cours du procès de plusieurs membres du «gang de l'Est», accusés du vol à la dynamite du magasin Maxi, de Longueuil, une bombe fut découverte à côté de la voiture du procureur de la Couronne dans cette affaire, Me Jacques Pothier, en septembre 1988.

Soulignons enfin deux cas récents où des individus ont été blessés, en septembre dernier, alors qu'ils fabriquaient ou transportaient des engins explosifs, destinés à des tiers jamais identifiés.

démocratie. «J'espère qu'il y aura véritablement progrès, a dit M. Clark. Nous avons été informés que les Canadiens se trouvant sur place ne sont nullement menacés par les événements en Haïti. Il est encore trop tôt pour analyser la situation là-bas.»

La tension régnait hier à Port-au-Prince où l'armée et la police patrouillaient dans les rues envahies par des milliers de personnes.

Les magasins et les entreprises sont restées fermés et les transports publics n'étaient pas assurés.

## LITUANIE

La décision de la Lituanie est alarmante, dit Gorbatchev

que: reconnaître ou ne pas reconnaître le nouvel État autoproclamé à Vilnius.

Le Canada saluait «l'événement historique» mais rappelait aux Lituaniens que «l'indépendance ne peut être obtenue que par un désengagement graduel» de l'URSS. La France a «pris acte» de la décision de Vilnius, l'Italie a dit sa «satisfaction», la RFA veut «attendre le résultat des négociations», Londres s'est réjoui de la «liberté grandissante» des peuples baltes, la Belgique jugeait que l'indépendance de la Lituanie n'est pas effective, la Suède et le Danemark se félicitaient, et le Japon et le secrétaire-général de l'ONU «suivaient la situation».

À l'Est, Lech Walesa exprimait sa «joie», mais Varsovie se limitait à «prendre connaissance» de la décision. Seule la Hongrie laissait entendre qu'elle pourrait reconnaître cette indépendance. La Lituanie dispose «d'un territoire propre, d'une population autochtone et d'une administration autonome», a dit Laszlo Kovacs, secrétaire d'État aux Affaires étrangères, dans une interview au quotidien *Magyar Hirlap*, ajoutant: «Ne pas reconnaître son indépendance équivaudrait à remettre en question le droit à l'autodétermination du peuple lituanien».

Commentant l'appel de la Maison-Blanche à l'URSS d'engager des négociations avec les Lituaniens pour leur permettre d'accéder à l'indépendance, Guerassimov a répondu: «Je laisse cet appel sur la conscience de l'administration américaine. Si d'autres pays commencent à nous dire ce que nous devons faire, cela ne peut être décrit que comme une ingérence dans les affaires intérieures de l'URSS».

Tout en ne reconnaissant pas immédiatement l'indépendance de la Lituanie, les États-Unis, soucieux de ne pas compliquer la vie à Mikhail Gorbatchev, ont précisé qu'ils ne voulaient pas «dicter le résultat final» de futures négociations entre Moscou et Vilnius. Ils faisaient en outre une nette distinction entre les États baltes et les autres républiques soviétiques, David Denny, du secrétariat d'État ayant précisé que la Lituanie, la Lettonie et l'Estonie étaient les seuls États que Washington «reconnait de jure comme séparés de l'URSS».

À Vilnius, les habitants ont vaqué hier avec une certaine apathie à leurs occupations habituelles. Aucun rassemblement n'était prévu pour saluer la proclamation d'indépendance et aucun drapeau n'était visible aux fenêtres. Une période difficile «d'au moins quatre mois» attend la Lituanie indépendante, a estimé le premier secrétaire du Parti communiste lituanien indépendant, Algirdas Brazauskas. S'adressant hier à des journalistes dans l'avion qui l'emmenait à Moscou pour le Congrès des députés du peuple, Brazauskas a souligné que les dirigeants soviétiques ne s'engageraient pas dans des négociations avec les nouvelles autorités lituaniennes avant le vote de la Loi soviétique sur les modalités de sécession des républiques. «Pendant ce temps, la Lituanie risque de vivre des moments difficiles, surtout au plan économique», a-t-il dit. □

## UN HOMMAGE DE La Presse

Qui s'oppose au vote des femmes vers 1920? Des évêques, des politiciens et des journalistes comme Henri Bourassa. Pour lui, «la femme-électeur engendrera la femme-homme»! Non mais...

45

## FEMMES EN TÊTE

## COMPTE À REBOURS

## La Quotidienne

Tirage d'hier

à trois chiffres

457

à quatre chiffres

3351

## ABONNEMENT

Le service des abonnements est ouvert du lundi au vendredi de 7 à 18h.

285-6911

285-7070

285-7100

285-6892

285-6900

## ANNONCES CLASSÉES

Commandes ou corrections

lundi au vendredi de 8h. à 17h. 285-7111

## GRANDES ANNONCES

Détailants 285-7202

National, Télé-Presse 285-7306

Vacances, Voyages 285-7265

Carrières et professions, nominations 285-7320

## La Presse

LA PRESSE est publiée par LA PRESSE, L.T.E.E., 7, rue Saint-Jacques, Montréal H2Y 1K9. Seule la Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de «LA PRESSE» et celles des services de la Presse Associée et de Reuter. Tous droits de reproduction des informations particulières à LA PRESSE sont également réservés. «Courrier de la deuxième classe»

Enregistrement: numéro 1400-Port de retour garanti. (USP5003692) Champlain N.Y. 12919-1518.

## RENSEIGNEMENTS

285-7272



11-2-01

MARDI 13 MARS 1990

## LES ANNONCES CLASSÉES

## La Presse

285-7111

## Enquête sur une plainte déposée contre le juge Léveillé

LISA BINSSE

Le Conseil de la magistrature a décidé hier de faire enquête sur une nouvelle plainte portée contre le juge Claude Léveillé, de la Cour du Québec, déclaré coupable vendredi de s'être trouvé sans excuse légitime dans une maison de débauche et absent inconditionnellement.

Cette nouvelle plainte, déposée au début de mars par le juge en chef associé Yvon Mercier, de la Cour du Québec, a trait à l'affaire du permis de conduire restreint que le juge Léveillé aurait accordé à son fils, Jean-François, au Palais de justice de Granby, en juin 1985.

Son fils, en 1985, se serait vu imposer une suspension de son permis de conduire pour trois mois. Cette suspension aurait été imposée parce qu'il avait accumulé 12 points d'inaptitude. En juin 1985, il a demandé un permis de conduire restreint.

Le juge Bernard Tellier, secrétaire du Conseil de la magistrature, a indiqué hier qu'un comité de déontologie se penchera sur cette plainte, peut-être demain.

Il faut se rappeler qu'un comité de déontologie, présidé par le juge en chef adjoint Rémi Bouchard, de la Cour du Québec, doit commencer son enquête demain sur deux plaintes déposées contre le juge Léveillé relativement à sa conduite. Ces plaintes ont été déposées peu de temps après que l'incident de la maison de débauche eut été rendu public, en janvier.

Le juge a été déclaré coupable vendredi de s'être trouvé dans une maison de débauche, à Longueuil, le 9 août dernier. Il a été trouvé dans cette maison par les policiers de la Sûreté du Québec qui y effectuaient une perquisition.

Dans son jugement, le juge Céline Pelletier de la Cour du Québec, a absous le juge Léveillé estimant que ce dernier avait déjà été puni amplement par la couverture médiatique qui a entouré cette affaire. Par la même occasion, elle a noté que «la conduite du juge avait jeté un discrédit sur la magistrature en général.»

Elle a aussi souligné que le fait que l'accusé soit un juge lui a rendu la tâche plus difficile, tout en rappelant que la loi était la même pour tous.

Le juge Léveillé a accepté de ne pas siéger tant que le Conseil de la magistrature ne se sera pas prononcé sur son cas.

## Le seul commerce que je connaissais, c'est le crime

Au cours d'une entrevue à La Presse, Bernard Provençal dit vouloir refaire sa vie comme les «autres travailleurs»

ANDRÉ CÉDILOT

Depuis 1984, l'ancien délateur Bernard Provençal, alias Paul Robinson, était libre! Libre de vivre traqué comme un chien, la peur collée aux fesses. Libre de vivre, mais condamné à passer le reste de ses jours à se méfier, à se cacher. Libre de vivre seul, isolé et sans le sou!

«C'était trop dur. Je n'avais pas le choix. Il fallait m'en sortir et le seul commerce que je connaissais, c'était le crime», a avoué Big Ben, hier, lors d'une longue entrevue à La Presse au Centre régional de rééducation, à Sainte-Anne-des-Plaines, où il est incarcéré en attendant d'être jugé pour une affaire de meurtre et trois vols à main armée.

C'est la troisième fois depuis sa remise en liberté, il y a six ans, que Provençal, 46 ans, est arrêté pour des offenses de nature criminelle. Découragé, il a confié à au moins deux reprises songer sérieusement à se suicider. «La corruption est installée partout: les juges, les avocats, la police... On se sert de toi, puis quand t'es plus utile, on te laisse tomber. La vie, c'est quoi pour moi? C'est de la merde depuis le jour où je suis né», soutient l'ancien caïd de l'Est de la ville.

Hier, il n'avait surtout pas l'air du gangster redoutable que l'on décrivait à l'époque, avec son visage amaigri, son teint pâle, ses yeux vides et ses larges épaules arrondies. Durant l'interview, il éclate en sanglots presque chaque fois qu'il parle de son père décédé en septembre, de son fils de 18 ans qu'il n'a presque plus revu ou encore de la jeune mère de famille qu'il a fréquentée pendant une quinzaine de mois, juste avant son arrestation.

«C'était les plus beaux moments de ma vie. J'avais jamais connu une femme comme elle, tendre, douce, compréhensive. Si je l'avais connue avant, je ne serais sûrement pas ici», déplore Provençal, d'une voix sincère.

La jeune femme, mère de deux enfants en bas âge, qui venait de vivre une rupture, connaissait des moments difficiles. Il dit avoir tout fait pour lui rendre la vie agréable. «J'ai peinturé son nouvel appartement et je lui ai procuré des meubles usagés. Je me suis occupé de ses enfants, j'ai préparé les repas», affirme Provençal. Faisant fi de son orgueil, il dit même avoir livré de la pizza «pour des pinottes», selon sa propre expression, afin de joindre les deux bouts!

Il se souvient aussi de l'immense joie qu'il avait, l'été dernier, de piquer-niquer tous les dimanches avec sa famille



Bernard Provençal

PHOTO PAUL-HENRI TALBOT, La Presse

d'adoption. Il lui arrivait aussi d'accompagner la jeune femme à la messe, le dimanche matin. «pour lui faire plaisir et montrer l'exemple à ses enfants qui m'aimaient beaucoup», explique-t-il, la gorge serrée. Il assiste aujourd'hui à la messe dominicale de la chapelle du pénitencier!

Craignant qu'elle ne le laisse tomber, Provençal (elle le connaissait sous son nom d'emprunt de Paul Robinson) ne lui avait rien dit de son véritable passé. Il lui avait plutôt fait croire qu'il avait déjà fait de la tôle pour des affaires de fraudes. «Les fraudeurs se font plus facilement pardonner. Mais s'il y a un crime dans lequel je n'ai pas trempé, c'est bien la fraude», a-t-il dit, mi-sérieux mi-blagueur.

D'une honnêteté remarquable, elle avait sermoné Provençal de verte façon le jour où, à la blague, il lui avait manifesté son intention de voler une... boîte de conserve dans l'étalage d'un supermarché. Elle l'avait aussi présenté à des membres de sa famille. Décidément, elle ignorait tout de son passé!

Sa vie a de nouveau chaviré quand elle a appris la vérité. Elle est encore bouleversée mais, heureusement, «elle appartient à une famille très unie», explique Provençal. Puis, il a balbutié: «Moi, par contre, je suis seul au monde...» Il n'a pratiquement plus de liens avec sa propre famille, ses amis l'ont laissé tomber et le «milieu» veut sa peau...

Criminel endurci, il ne s'apitoie pas sur son sort. «Je mérite tout ce qui m'arrive», dit-il. Obsédé par l'idéal de l'argent et une promesse qu'il avait faite à un ancien compagnon de cellule, il s'est à nouveau tourné vers le crime pour solutionner ses problèmes. «J'avais encore l'illusion qu'on peut tout se payer avec de l'argent. Cette fois, je voulais acheter ma réhabilitation, et recommencer ma vie.»

Élevé à «l'école de la rue», Provençal a passé sa vie dans le crime. À peine adolescent, il a fait son apprentissage dans les vols de voitures et participé à quelques cambriolages, avant de se lancer dans les pillages de banques, puis le prêt usuraire et le trafic de la cocaine.

Pendant près de 30 ans, il s'est plus ou moins ri de la police. La corruption aidant, il s'en tirait généralement sans trop de dommages devant les cours de justice, même s'il se faisait pincer assez régulièrement. Il a fallu une longue enquête de la GRC, d'importants moyens financiers et techniques pour lui mettre la main au collet et démanteler son organisation, au début des années 80, pour une affaire de trafic de cocaïne.

C'est d'ailleurs «pour se venger du milieu et dissuader son fils — alors âgé de 12 ans — de suivre ses traces» qu'il dit avoir dénoncé ses complices et livré toute son organisation, et même son frère Roger, à la justice. En tout, il a dénoncé pas moins de 250 criminels et fourni des informations sur 116 meurtres et

un nombre incalculable de délits dont il avait eu connaissance durant sa longue carrière.

En dépit de ses promesses, à la suite de sa libération, en février 1984, Provençal n'a pu se tenir à l'écart des «mauvais garçons». Il n'a pas mis de temps non plus à liquider les 36.000 \$ qu'il lui restait — il dit avoir obtenu environ 100.000 \$ — pour sa collaboration avec la police. Le reste, précise-t-il, a servi à payer toutes les dépenses des «privileges et des sorties» dont il a bénéficié pendant sa détention.

Bref, à force d'écouter les propositions des truands, il est vite retombé dans ses mauvaises habitudes. Ainsi, moins d'un an après avoir investi 15.000 \$ dans un petit commerce de voitures usagées, à Granby, il était condamné, au début de 85, à 18 mois de prison relativement à des... vols d'autos.

L'année suivante, il a été écroué pour avoir emprunté 5.000 \$ dans une institution financière sous un faux prétexte. Dans l'espoir de se reprendre le droit chemin, il s'était associé à un ancien détenu pour ouvrir un lave-auto, cette fois à Rock Forest. «Tout était prêt, on avait trouvé un local, imprimé des cartes d'affaires et des dépliants publicitaires, mais un policier nous a dénoncés au gérant de crédit qui a porté plainte», relate Provençal, furieux.

Il a purgé sa peine d'emprisonnement, passant d'une prison à l'autre (Saint-Hyacinthe, Saint-Joseph de Beauce où il a séjourné en même temps que

l'ancien chef de la brigade des stupéfiants de la CUM, Henri Marchesseault, Valleyfield et même Roberval et Rivière-du-Loup) et d'un centre de transition à l'autre, généralement à cause des menaces de représailles qui parvenaient aux oreilles de la direction.

Il doit sa survie à une chance insolente et à sa mobilité (durant son court séjour en liberté, il a vécu à Val Racine, Granby, Sherbrooke, Rivière-du-Loup, etc.); il sait que ses jours sont toujours comptés. L'an passé, il a dû, entre autres, cesser de fréquenter un restaurant de Longueuil après avoir été reconnu par une serveuse. Sans l'aide d'un ami, il serait sans doute tombé dans un traquenard un jour ou l'autre.

Néanmoins, il s'est fait à l'idée de la mort. En prison comme ailleurs, même s'il est gardé dans une aile de protection, il surveille constamment ses arrières. «C'est juste le courage qui me manque pour ne pas me suicider et... l'espoir d'aider mon fils à s'en sortir un jour.»

Si, comme d'autres délateurs, il n'a pas voulu s'expatrier à l'étranger du Québec, c'est encore une fois qu'il tenait à rester près de son fils Benoît. Il semble toutefois, à son grand regret, que ce dernier soit aussi sur la pente douce, «en dépit de tous mes conseils et de tout l'argent que je lui ai donné», confie Provençal, les larmes aux yeux.

Il dit ne pas regretter son «association» avec la police, si ce n'est qu'il est extrêmement déçu de n'avoir pu s'en sortir. «Avant de nous remettre en liberté, le gouvernement devrait nous trouver un job et nous éloigner des autres criminels. Un gars connu comme moi, même avec une nouvelle identité, c'est pas facile de se placer. Il y a toujours quelqu'un qui te reconnaît ou qui te fait des menaces ou du chantage. Et c'est pas vivable...»

À la lumière de tout ce qu'il a vécu ces dernières années, et avec un peu de chance, il se croit encore capable de refaire sa vie et de se contenter «comme les autres travailleurs» d'un salaire de 300 \$ à 400 \$ par semaine.

Puis, après avoir dressé un sombre bilan de la vie de criminel, il jure maintenant qu'il n'a vraiment plus qu'un but: se tirer du pétrin dans lequel il s'est à nouveau fourré les pieds et tirer un trait une fois pour toutes sur ses années passées. «Je prends ma retraite du milieu. Moralement, je suis fini...», assure Provençal, avant de reprendre le chemin de sa cellule de l'aile D, escorté d'un gardien qui a coupé court à l'interview de plus de deux heures.

## Le thème de la Fête nationale cette année: Le Québec, 30 ans de puissance tranquille

Les chars allégoriques feront leur retour au défilé de la St-Jean, rue Sherbrooke

CONRAD BERNIER

Le 24 juin, pas moins de 15 chars allégoriques défilent rue Sherbrooke, d'ouest en est, et se dirigent vers le Parc Maisonneuve, lieu de rassemblement de la fête populaire et du grand spectacle qui suivront et clôtureront les festivités entourant la Fête nationale.

Avec pour thème «Le Québec, 30 ans de puissance tranquille», ce défilé, que le Comité des Fêtes nationales de la Saint-Jean relance, après une absence de 20 ans, constituera le premier volet d'un plan triennal, dont la célébration du 350e anniversaire de Montréal, en 1992, constituera l'apothéose.

Le Comité des Fêtes nationales de la Saint-Jean, dont Madame Nicole Boudreau, ex-présidente de la SSJBM, est la directrice générale, a sollicité la participation de plus de 125 grandes entreprises québécoises.

Pour l'instant, le budget total des Fêtes, incluant la fête du drapeau, (le 24 mai), les fêtes de quartier et le feu d'artifice, le défilé, le pique-nique et le grand spectacle de clôture, les frais de communication et d'administration générale, se chiffre à 1.220.000 \$. Les revenus anticipés vont de 1.327.500 \$ à 1.187.250 \$, selon le résultat des démarches entreprises auprès de commanditaires. Le gouvernement du Québec a déjà promis un octroi de 365.000 \$.

Le Comité des Fêtes veut que ce défilé soit attrayant et constitue

avant tout une fête familiale. A ceux que surprend l'annonce de la relance de ce défilé, Nicole Boudreau souligne qu'on en parle depuis plusieurs années et que le gouvernement du Québec y souscrit en principe depuis 1987. Bien plus, des sondages rigoureux établissent qu'une forte majorité de Montréalais — 75% — souhaitent cette relance du défilé. Et ce qui est particulièrement emballant, c'est que les jeunes le veulent, ce défilé, et passionnément!

Tout en n'excluant pas la possibilité de pépins au cours des prochaines semaines, le Comité se dit encouragé par la réponse obtenue

jusqu'ici par les entreprises sollicitées.

C'est la SSJBM qui commanditera le char amiral du défilé. Celui-ci présentera le thème du défilé 1990 et évoquera l'histoire des défilés. Les évocations des autres chars allégoriques seront: l'électricité (de la lampe à l'huile à la Baie James); l'éducation (de l'école du rang à l'université); la santé pour tous (l'assurance-maladie, les progrès de la science, la création des instituts de recherche); les arts au Québec; les mines et les forêts; les affaires (du bas de laine aux milliards); les sports (de la Palestre nationale au

Stade olympique); l'industrie (du «skidoo» d'Armand Bombardier au métro, aux avions de Canada); les communautés culturelles; les communications; la place des femmes dans la société québécoise moderne; les sciences et la technologie; l'agriculture et l'alimentation, et, enfin, l'ouverture du Québec sur le monde.

Un producteur délégué a été embauché. Quelques-uns de nos meilleurs metteurs en scène ont été sollicités pour travailler à la préparation du défilé. Des groupes folkloriques ethniques — brésiliens, jamaïcains, italiens, grecs et autres, ont été invités.

## La Fête du Canada, au Québec, aura le même budget que l'an dernier: 480 000 \$

La fête du 1er juillet ne sera pas l'occasion de débordements d'allégresse cette année. Le budget pour le Québec de la Fête du Canada sera le même que celui de l'année dernière — 480.000 \$ — et le défilé du centre-ville de Montréal, qui bénéficiera d'une subvention de 150.000 \$, n'aura rien de fastueux.

Selon M. Harris Boyd, directeur général du cérémonial au Secrétariat d'État, il n'est pas question d'imiter le Québec, qui promet un 24 juin grandiose avec la renaissance du défilé de la Saint-Jean-Baptiste.

La préparation de la fête, dont le thème sera «les 25 ans du drapeau canadien», en est encore au stade préliminaire. À Montréal,

le comité de huit bénévoles présidé par Mme Geraldine Doucet, veuve de l'interprète attitré des hymnes nationaux au Forum, n'a tenu qu'une seule réunion jusqu'à maintenant.

On sait déjà que l'île Notre-Dame ne sera pas le théâtre d'une manifestation populaire, comme il était de coutume depuis quelques années. Les organisateurs cherchent un lieu plus propice à la grande fête annuelle.

Quelque 450.000 \$ serviront à subventionner les projets qui seront soumis aux comités de bénévoles du Québec. En 1989, 290 subventions avaient été accordées.

Les célébrations du 1er juillet

## Phillip Edmonston poursuit un ex-garagiste pour la somme de 250 000 \$

LISA BINSSE

L. Phillip Edmonston, élu député fédéral dans Chambly pour le NPD le 12 février, a intenté hier une poursuite de 250.000 \$ pour libelle diffamatoire contre François Lalancette, propriétaire d'un garage à Joliette, pour les propos «mensongers» tenus à l'endroit du candidat pendant la campagne électorale.

M. Edmonston, président de l'Association pour la protection des automobilistes (APA), de 1970 à 1985, souligne dans sa poursuite intentée hier en Cour supérieure, que les déclarations «calomnieuses» de M. Lalancette, faites pendant la campagne pour l'élection partielle, ont porté atteinte à sa réputation.

Voici les faits tels que rappelés dans la poursuite.

À quatre jours du scrutin, le 8 février, en conférence de presse à Joliette, M. Lalancette déclare que de 1971 à 1977, il avait versé des ristournes à M. Edmonston afin que ce dernier maintienne le nom d'Aameco sur la liste des garages recommandés par l'APA. Toujours selon M. Lalancette, propriétaire de ce garage de 1971 à 1977, ces ristournes prenaient la forme de paiements équivalents à 10 p. cent du montant des factures payées par des clients référés par l'APA.

Selon M. Edmonston, ces déclarations sont «fausses, mensongères, diffamatoires et ne sont qu'une complète fabrication par le défendeur».

M. Edmonston, dans sa poursuite, note que de 1970 à

1989, il a fait publier un livre destiné aux consommateurs, qui contenait différentes informations pouvant intéresser les automobilistes. Outre quelques tabagies dans le Montréal métropolitain, le livre était aussi vendu en consigne dans certains garages, dont celui de M. Lalancette.

Les deux hommes avaient convenu que M. Lalancette accèderait à un certain nombre de livres chaque année et paierait M. Edmonston le prix convenu après les avoir vendus ou données en promotion. Selon M. Edmonston, entre 1971 et 1977 (quand Aameco cessa ses opérations), M. Lalancette a versé chaque année des chèques aux montants inégaux pour la vente de ces livres à M. Edmonston, qui les déposait dans ses comptes en banque.

M. Edmonston rappelle que M. Lalancette a ouvert un nouveau garage en 1981 qu'il a opéré jusqu'en 1983 par le biais d'une compagnie à numéros. Cette compagnie a fait l'objet d'une poursuite et été condamnée en 1983 à des amendes. Pendant ses déboires judiciaires, M. Lalancette a demandé à M. Edmonston de venir témoigner en faveur de sa compagnie. M. Edmonston a refusé et M. Lalancette, furieux, lui a promis qu'un jour il lui rendrait «la monnaie de sa pièce».

Après sa conférence de presse, en février, M. Lalancette a admis avoir agi dans le seul but de se venger, de rendre à M. Edmonston «la monnaie de sa pièce».

«Aigüisez vos crayons.»

**C'EST PARTI!**

**LE GRAND CONCOURS DE FRANÇAIS**

TOUS LES SAMEDIS DANS

La Presse

À GAGNER CHAQUE SEMAINE

1<sup>er</sup> prix: **UN VOYAGE À PARIS** pour 2 personnes, 1 000 \$ de chèques de voyage.

2<sup>e</sup> prix: **«LE GRAND ROBERT»** de la langue française en neuf volumes.

Autres prix: **50 T-shirts** «J'ai aigüisé mon crayon»

En collaboration avec

DICOROBERT

Cheques de Voyage

Air Canada

Air Canada® Tourism

# L'administration Doré annonce des projets de 100 millions \$ pour revigorer le sud-ouest

MARIANE FAVREAU

Selon une méthode éprouvée en année électorale, mieux vaut étirer les bonnes nouvelles. Aussi, M. Robert Perreault, vice-président du comité exécutif de la ville, annonçait-il hier une autre partie des projets que l'administration Doré entend réaliser, ces cinq prochaines années, pour revigorer le Sud-Ouest de Montréal.

Après l'annonce, la semaine dernière, d'un projet de 350 millions \$ pour réaménager un parc industriel le long du canal Lachine, M. Perreault ajoutait hier 100 millions \$ pour l'aménagement du territoire, l'amélioration du cadre de vie, le soutien aux initiatives locales et à la création d'emplois.

Pour faire comprendre les besoins de cette enclave coupée de la ville par le canal Lachine, ceinturée de voies ferrées et de bâti-

ments délabrés, l'administration offrait aux journalistes un tour guidé du plus vieux quartier industriel du Canada.

Le spectacle est généralement désolant, mais des îlots témoignent, ici ou là, que tout n'est peut-être pas encore perdu. «C'est le printemps pour le Sud-ouest», assure M. Perreault, confiant que les interventions municipales annoncées entraîneront celles des gouvernements de Québec et Ottawa.

Transformation envisagée, rue Charron, de l'ancien pavillon Alexandra en 160 logements sociaux; aménagement d'un ancien terrain du CP en espace vert, le long du canal; le secteur du marché Atwater prévu comme «plaque tournante du Sud-ouest», autant de projets égrenés le long de la visite. Mais c'est encore la renaissance de l'industrie qui reste au coeur de la relance.

Cette seconde annonce d'injection de fonds vise donc à consolider et aménager les zones industrielles et commerciales du quartier, et ranimer le stock de logements. Les projets annoncés hier s'étendent sur une période de cinq à 7 ans:

— 31,6 millions \$ pour terminer la revitalisation des aires industrielles Bridge-Wellington et Cabot, et entreprendre celle de la zone Georges-Vanier, par la réfection et la mise en place de réseaux d'égouts et d'aqueduc, le pavage et l'éclairage des rues. L'administration améliore aussi son programme de rénovation des industries. M. Perreault estime que les gouvernements devraient ajouter 50 millions \$ à ces dépenses.

— 7,1 millions \$ pour la revitalisation des artères commerciales Centre, Charlevoix et Notre-Dame, en concertation avec les marchands, et instauration d'un programme rev-centre.

— 26 millions \$ (sur 46 millions \$) pour refaire le tunnel Wellington ainsi que le pont de l'Église et ses abords. La ville souhaite aussi la construction d'un pont entre les rues Guy et Bridge. Elle possède déjà les immeubles à démolir pour faire cette percée, mais la décision dépend de Québec.

— 28,7 millions \$ pour maintenir et développer le stock de logements, et rénover des maisons de chambres. De cette somme, 12,3 millions \$ visent l'acquisition de maisons de chambres et de logements qui seront cédés à des entreprises sans but lucratif, favorisant ainsi l'accès à la propriété collective des résidents.

— 1,5 millions \$ pour financer le Regroupement pour la relance économique et sociale du sud-ouest (RESO), et des initiatives locales de création d'emplois.

L'administration Doré entend annoncer plus tard un «vaste projet de redéploiement» autour du marché Atwater qu'elle restaure au prix de près de 6 millions \$.

«On répond entièrement aux demandes du Comité de relance de l'emploi et de l'économie du sud-ouest de Montréal (CREESOM), soutient M. Perreault. Il faut que les gens du secteur puissent y gagner leur vie et participer au développement économique de Montréal. Ils ont trop longtemps été mis de côté.»

## Proposition de la STCUM en contrepartie à la semaine de travail réduite

FLORIAN BERNARD

semaine limitée à 37 heures et demie au lieu de 40.

La STCUM est disposée à étudier la possibilité d'accorder une semaine de travail réduite à 37 heures et demie à ses employés d'entretien si, en retour, ces derniers s'engagent formellement à augmenter leur productivité de 215 000 heures.

La STCUM estime, en effet, que la réduction de la semaine de 40 heures à 37 heures et demie ferait perdre 215 000 heures de travail à l'entreprise, soit l'équivalent d'un montant annuel de 21 \$ millions. Or, selon la STCUM, il est virtuellement impensable dans le contexte budgétaire actuel de répondre favorablement à la demande syndicale si des garanties ne sont pas obtenues quant aux gains de productivité.

Pour calculer cette hausse de productivité, la STCUM a proposé, hier, la création d'un comité paritaire permanent dont le rôle serait d'identifier les gains de productivité à la satisfaction de l'employeur et des employés.

Selon la STCUM, le syndicat a refusé, jusqu'à maintenant, de s'engager dans un tel mécanisme de vérification de productivité, se contentant de réitérer sa demande initiale d'une

Toutefois, les négociations ont repris en fin de journée, hier, en présence des deux conciliateurs nommés par le gouvernement, et cette question — comme plusieurs autres — est à l'ordre du jour. Un communiqué doit être émis, aujourd'hui, par la STCUM.

Entretemps, 6 autres circuits ont été rétablis, ce matin, sur l'ensemble du réseau. Il s'agit des circuits 29 (Rachel, de Hogan à Esplanade), 52 (Liège), 79 (Guy, du métro à Wellington), 93 (Jean-Talon, du métro à Pie IX), 126 (Paul-Émile Legault, de Thimens à Henri-Bourassa), et 195 (Galeries d'Anjou, du métro à Bombardier).

Ces circuits viennent s'ajouter aux 8 autres qui ont été rétablis hier matin, soit 102 Somerled, 66 Du Boulevard, 104 Cavendish, 107 Verdun, 159 métrobus Henri-Bourassa, 187 Notre-Dame, 190 métrobus Lachine et 201 Saint-Charles.

Il ne reste plus que 18 circuits à rétablir sur l'ensemble du réseau. Depuis le début du blitz de réparation, 43 des 61 circuits qui avaient été temporairement abolis ont été rétablis. Le retour à la normale complète n'est plus qu'une question de jours.

## L'école doit se mêler des incidents violents qui éclatent hors de ses murs

ANDRÉ PRATTE

Pour contrer la montée de violence chez les jeunes, l'école doit intervenir chaque fois qu'un de ses élèves est impliqué dans un incident, même si celui-ci s'est produit hors de son territoire ou après les heures de cours. C'est ce que sont venus dire deux directeurs d'école de la CECM à leurs collègues dans le cadre du congrès annuel de l'Association des directeurs d'école de Montréal.

Le directeur-adjoint de l'école secondaire Louis-Joseph-Papineau Pierre Gosselin a expliqué que depuis l'an dernier, la direction de l'école intervient dès qu'elle apprend qu'un étudiant a été mêlé à un incident violent, que celui-ci se soit produit à l'école, dans l'autobus, dans la rue, le jour, le soir, ou la fin de semaine.

Chaque acte est puni, généralement par une suspension. L'élève doit revenir à l'école accompagné de ses parents. Dans les cas graves, l'école incite la victime à porter plainte à la police. Les jeunes qui posent le plus de problèmes sont référés à des centres d'activités. Un membre de l'escouade jeunesse de la police de la CUM s'est installé en permanence à l'école, et un comité composé d'élèves, de parents, et des autres intervenants de l'école a été formé pour suivre la situation de près.

«Aussitôt que l'école s'est impliquée à fond dans la lutte contre la violence, dès que nos élèves ont su qu'ils pouvaient être punis pour des gestes posés à l'extérieur de l'école, les manifestations ont diminué très rapidement», a indiqué M. Gosselin au cours d'un atelier auquel participaient une quarantaine de directeurs et directrices d'école.

Certains des participants ont exprimé des réserves au sujet de la politique adoptée par la direction de l'école Louis-Joseph-Papineau. «Le danger, c'est que l'école se mette sur les épaules un autre fardeau, celui de régler seule un problème qui n'appartient pas qu'à elle, qui appartient à toute la société», a souligné un directeur d'école.

Ce à quoi M. Gosselin a répliqué que l'école n'a pas vraiment le choix. «Si l'école n'intervient pas, qui va le faire? Même si les incidents ont lieu à l'extérieur de l'école, c'est à l'école que l'information circule. Les enseignants, les directions savent ce qui s'est passé, pas la famille.»

«Il fallait agir, la violence était rendue à un niveau tel l'an dernier que plusieurs jeunes ne venaient pas à l'école parce qu'ils avaient peur», a aussi expliqué M. Gosselin à La Presse. Pour des petites gangs qui, pour faire de l'argent, intimident les élèves à la sortie de l'école.

Pour que ces jeunes bandits les laissent tranquilles, les élèves cèdent leur passe d'autobus ou leur manteau de cuir. Ceux qui résistent, comme ceux qui pour une raison ou une autre s'attirent les foudres de ces petites gangs, s'exposent à des agressions sauvages, à coups de poings, de marteau, ou de couteau.

À l'école primaire St-Clément, on a adopté la même attitude qu'à Louis-Joseph-Papineau. Certes, les incidents violents ne sont pas du même ordre, mais la violence existe. Des enfants ont été

## Le défilé de la St-Patrick aura lieu dimanche

Le traditionnel défilé de la Saint-Patrick, dont on fête le 166<sup>e</sup> anniversaire à Montréal, aura lieu dimanche prochain à partir de 13 heures.

Près de 5000 participants, 30 orchestres et 35 chars allégoriques sont attendus à cette édition 90 de la fête du Saint patron des Irlandais.

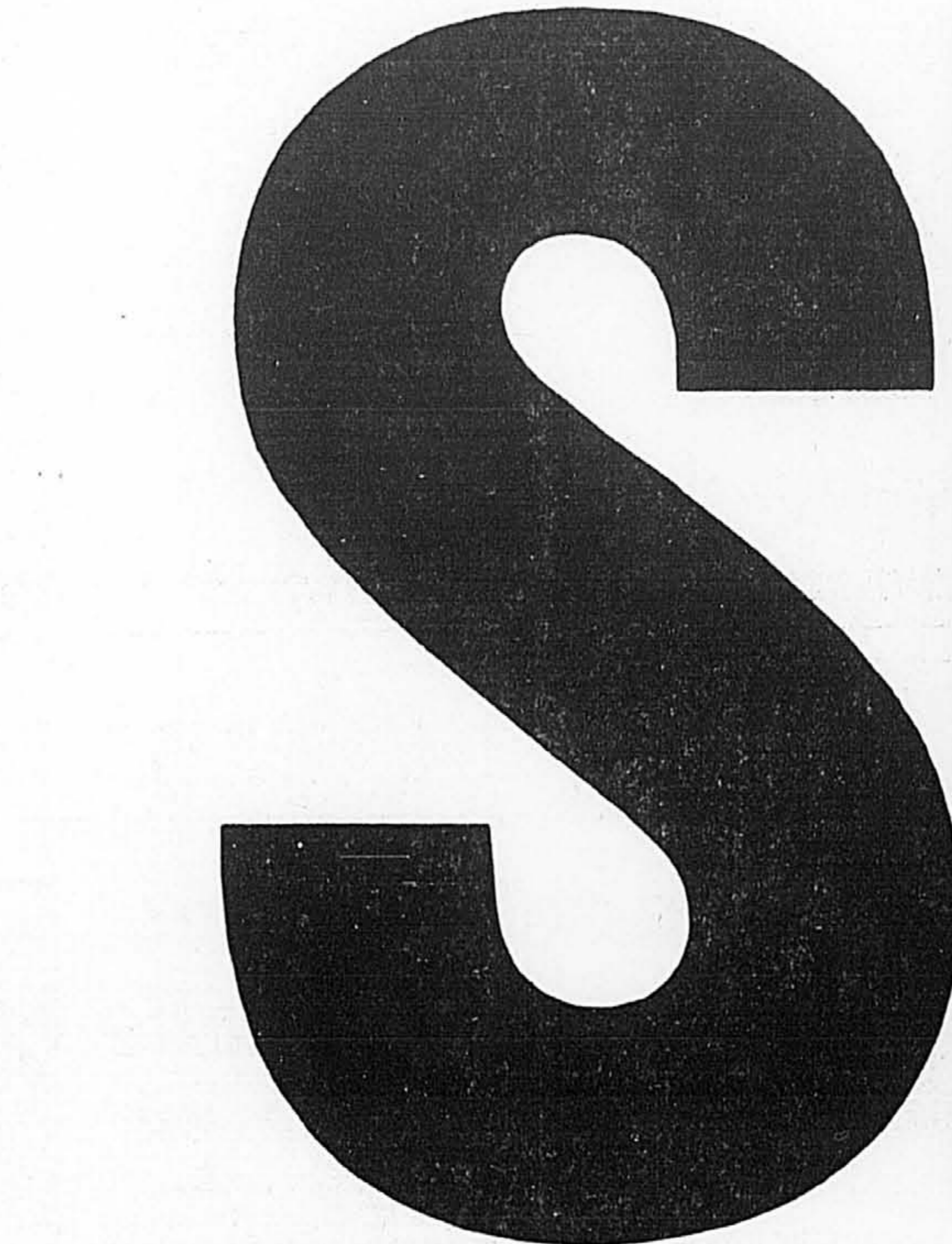
Le défilé «treffe et vert» partira de la rue Atwater au coin de Sainte-Catherine, longera cette grande artère montréalaise, avant d'emprunter la rue City concitoirs vers le nord et de se disperser, vers 15 h 30, sur la rue Président-Kennedy.

L'United Irish Societies of Montreal, organisatrice du défilé, annonce la présence de groupes participants venant de l'extérieur de Montréal, notamment d'Irlande.

blessés au cours de bagarres. Et la violence existe partout autour de l'école, a souligné le directeur André Courteau.

«Une dizaine de nos élèves ont été victimes d'agressions sexuelles, deux de nos élèves ont été témoins du suicide d'un de leurs parents, un autre a assisté à l'arrestation de son père et de sa mère, un autre encore a vu ses parents condamnés à la prison à vie.»

L'école intervient donc dès qu'elle sait qu'un de ses élèves a posé un acte violent, même si l'incident s'est produit ailleurs que sur son territoire. «On rencontre les enfants impliqués, on leur fait reconnaître leur responsabilité, et ils doivent s'engager à ne pas continuer. Dans deux cas, les élèves ont été transférés à des écoles en milieu favorisé. Cela a eu pour effet de les neutraliser.»



La Mercedes-Benz est "construite comme aucune autre voiture au monde" et que la BMW est "l'ultime expérience au volant," que dire de l'Acura ?

Elle est tout simplement la meilleure !



La meilleure, car tous les ans depuis son lancement, l'Acura s'est toujours classée bonne première selon l'index de satisfaction du client de J.D. Power and Associates.\* Elle s'est classée première en 1987,

1988 et 1989 devant tous les autres constructeurs.

Première devant les nord-américaines, première devant les importées, sans égard au prix. Première sur toute la ligne !

Mais qu'avons-nous fait pour mériter une telle cote ? Tout d'abord, nos voitures répondent toujours rigoureusement à nos normes d'excellence. De plus, elle sont construites de main de maître. Enfin, nos Acura sont confiées à des concessionnaires qui doivent répondre à toutes nos exigences techniques.

Si vous songez à l'achat d'une voiture raffinée, demandez donc aux propriétaires d'une Acura Legend ce qu'ils pensent de la leur. Ils en sont tellement satisfaits

qu'ils n'ont que des éloges à son sujet.

Que voulez-vous, on a les clients qu'on mérite !

Pour de plus amples renseignements, notamment sur la garantie de 5 ans ou 100 000 km\*\* d'Acura, sur les concessionnaires et sur le Plan AcuraBail\*\*\* téléphonez sans frais au 1-800-263-2828.

**ACURA**

Les voitures construites de main de maître. Votre vie tient à votre ceinture.



\*Sondages 1987, 1988 et 1989 de l'index de satisfaction du client d'une voiture neuve de J.D. Power and Associates sur la qualité du produit et le service du concessionnaire aux États-Unis. \*\*Selon la première éventualité. Détails chez les concessionnaires. \*\*\*Un authentique service Acura, offert par Honda Canada Finance Inc.



**PRESTIGE ACURA**  
3700 Autoroute 440, O., Laval Tél.: 745-1234

**ÉLÉGANCE ACURA**  
1144 Rue Principale, Granby Tél.: 378-4969

**ACURA PRÉSIDENT**  
4648 Boul. St. Jean N., Dollard-des-Ormeaux Tél.: 696-2991

**LES GALERIES ACURA**  
7100 Boul. Métropolitain E., Anjou Tél.: 354-8811

**LUCIANI ACURA**  
4040 Jean Talon O., Montréal Tél.: 340-1344

# Cartel de Medellin: Jaworski a rencontré les trois accusés à Montréal

LISA BINSSE

Douglas Jaworski, informateur de la Gendarmerie royale du Canada et «technicien» pour le cartel de Medellin, a raconté hier qu'il avait rencontré les trois accu-

ses dans le restaurant Howard Johnson de la rue Sainte-Catherine.

À la demande du procureur de la Couronne, Me Richard Starck, Jaworski, 28 ans, qui en est à sa cinquième journée de témoignage, a alors identifié les trois

accusés, deux hommes et une femme: Richard Delgado-Marquez, 25 ans, du Bronx, à New York, et deux Colombiens, Fernando William Mendoza-Salazar, 27 ans, de Medellin, et Flor Emilio Mery-Correa, 31 ans, de Chigoró.

Les trois subissent leur procès en Cour supérieure sous des accusations de complot pour importation, exportation et trafic et de possession de 500 kilos de cocaïne dans le but d'en faire le trafic. Le complot serait survenu entre juin 1988 et avril 1989.

La date de la rencontre dans le restaurant n'a pas été mentionnée hier devant le jury. Mais il ressort d'une des conversations enregistrées entre Jaworski et Diego Caceydo, un dirigeant colombien du trafic de la cocaïne et le contact de Jaworski en Colombie, que Jaworski devait avoir le numéro de télé-avertisseur de son contact à Montréal, la veille de l'arrivée des stupéfiants au Nouveau-Brunswick.

Jaworski, pendant son témoignage vendredi, a identifié Delgado-Marquez comme étant la personne à Montréal à qui il devait livrer la cocaïne.

Rappelons que l'avion transportant les stupéfiants a atterri en catastrophe le 3 avril sur une piste isolée près de Fredericton, au Nouveau-Brunswick, où des agents de la GRC, grâce à l'information et la collaboration de Jaworski, attendaient l'équipage de pied ferme. Il s'agissait de la plus importante saisie de cocaïne jamais effectuée par la GRC au Canada. Deux jours plus tard, les trois accusés étaient arrêtés dans un logement de la rue Delisle à Montréal.

Jaworski a indiqué au tribunal

qu'il était au courant du projet du cartel d'importer de la cocaïne au Canada depuis juin 1988. Caceydo lui avait alors demandé de préparer un trajet aérien sur lequel les avions ne seraient pas détectés par radar et de trouver une piste isolée dans l'est du Canada.

Jaworski a décidé en décembre 1988 d'en parler à GRC dans l'espoir que la police fédérale pourrait intervenir pour régler les problèmes qu'il avait avec le fisc américain. Entre décembre 1988 et avril 89, Jaworski a continué son travail avec Caceydo et en informait la GRC.

Il ressort des conversations que le jury a entendues hier que le cartel de Medellin devait transporter une première cargaison de 500 kilos de cocaïne sans escale de la Colombie au Nouveau-Brunswick, le 10 mars 1989. Ce voyage a été retardé à quelques reprises, notamment à cause du mauvais temps.

Et, au départ, la cocaïne devait être transportée du Nouveau-Brunswick à Toronto, mais finalement Caceydo devait opter pour Montréal. Il a offert 500 000 \$ à Jaworski pour assurer le transport des stupéfiants du Nouveau-Brunswick à Montréal.

# Un médecin français soutient que la sage-femme Brabant avait eu une conduite irréprochable

ROLLANDE PARENT  
Presse Canadienne

Le médecin français Michel Odent, bien connu pour la création des chambres de naissance à l'hôpital, a fait valoir hier que la sage-femme Isabelle Brabant avait eu une conduite irréprochable lors d'un accouchement réalisé à domicile en novembre 1988 et qui s'est terminé par la mort d'un nouveau-né.

À l'enquête du coroner tenue à ce propos, le chirurgien, obstétricien et gynécologue Odent a approuvé la décision de la sage-femme Brabant de mener l'accouchement à terme, à la maison, malgré les fluctuations importantes du cœur du fœtus pendant une heure, plutôt que d'ordonner le transport de la mère à l'hôpital de Joliette, situé à 30 minutes de la.

L'expulsion du bébé a finalement pris 80 minutes alors que la

sage-femme avait évalué que la naissance se produirait 20 minutes plus tard.

L'enfant est né flasque et sans respiration autonome.

Interrogé sur la conduite qu'il aurait adoptée devant deux séries de baisses importantes du cœur du fœtus, l'une s'étendant sur plus de dix minutes, le médecin a dit que l'accouchement était alors «à un point de non retour».

Il était trop tard pour recourir à une césarienne et, en cas de transport par ambulance, l'enfant aurait pu naître en cours de route ou encore les contractions auraient pu diminuer, voire stopper complètement, a-t-il dit.

«On est à un point de non retour. Il faut attendre la naissance. Il n'y a pas d'autre conduite à tenir. Tout ce qu'on peut faire c'est d'aider la mère à accoucher dans les meilleures conditions possibles», a-t-il fait valoir.

«On ne peut plus changer de

stratégie, il est trop tard. On doit se donner comme priorité de ne pas déranger le bébé», a-t-il renchéri.

Invité à expliquer pour quelles raisons l'évaluation de 20 minutes faite par la sage-femme Brabant s'est révélée erronée, M. Odent a indiqué qu'il fallait chercher du côté des modifications qui se seraient produites dans l'environnement de la mère en travail.

Dans la dernière partie de l'accouchement, la femme est dans une phase de grande vulnérabilité. Une personne qui manifeste de la peur dans son entourage ou encore des gens qui arrivent subitement peuvent lui causer des inhibitions, a soutenu le spécialiste.

Ce commentaire visait directement la grand-mère maternelle de l'enfant à naître, laquelle dans un témoignage antérieur a confié au coroner Anne-Marie David qu'elle craignait que des complications surviennent lors du premier accouchement de sa fille âgée de 36 ans. Les ambulanciers étaient également visés.

Selon le Dr Odent, le croisement des regards, du mari et de la femme, peut suffire à inhiber.

«On est dans le domaine de la

sexualité et non de la physiologie», a-t-il dit.

Il est difficile de dire ce qui fait varier la dynamique intérieure, a-t-il poursuivi.

«Une femme qui était sur une autre planète et qui revient dans notre monde sous l'effet d'une inhibition peut avoir ensuite des contractions moins efficaces.»

M. Odent poursuit actuellement une recherche sur l'accouchement à domicile en milieu urbain pour l'Organisation mondiale de la santé.

Quant au mode de réanimation adopté par la sage-femme Brabant, le médecin a évité de la blâmer pour ne pas avoir utilisé de l'oxygène pour réanimer le bébé venu au monde sans respiration et s'en être tenu au bouche-à-bouche.

Il s'est borné à dire que l'important c'est de recourir à une technique que l'on possède bien. Il y a quelques jours, un spécialiste en pédiatrie avait indiqué que le bouche-à-bouche ne fournissait que 21 pour cent d'oxygène et qu'il était primordial pour un enfant qui ne respirait pas d'avoir accès à 100 pour cent d'oxygène, ce qui aurait pu lui être fourni par une bonbonne reliée à un tube.

**Nautilus** PATEK PHILIPPE GENEVE  
la montre sport la plus prestigieuse au monde

exclusif chez:

**KAUFMANN**  
MAÎTRES JOAILLIERS DEPUIS 1954  
2195 Crescent, Tél.: (514) 848-0595

**Cours de base de fine cuisine familiale par Henri Bernard**

Avec 50 délicieuses recettes de tous genres, les bases-clés de toute réussite.

SESSION MI-MARS — FIN MAI  
SÉANCES D'INFORMATION  
Au choix: 20, 21, 27, 28 et 29 mars

PROSPECTUS: 843-6481  
3942, rue Saint-Denis, Mtl H2W 2M2  
Permis d'enseignement CP 0304

**Institut Culinaire Henri Bernard**

**loto-québec** Résultats

**Banco**

Tirage du 90-03-12

1	2	3	5	11
15	24	25	27	29
30	31	39	40	51
54	61	63	68	70

Vous pouvez miser jusqu'à 21 h les soirs de tirage

PROCHAIN TIRAGE: 90-03-14

**TVA, le réseau des tirages de Loto-Québec**

Les modalités d'encasement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle, cette dernière a priorité.

VENDEURS — REPRÉSENTANTS  
CONSEILLERS — GÉRANTS DE VENTE

**Voulez-vous VENDRE avec STRATÉGIE?**

**VENTE STRATÉGIQUE**  
Vous apprendrez comment:

- conclure vos ventes
- repondre aux objections
- planifier vos entrevues
- accroître votre clientèle
- traiter les plaintes
- vous motiver à vendre
- vendre votre personnalité
- structurer votre territoire
- disposer de votre temps
- communiquer avec vos clients

**GÉRANCE DE VENTE**  
Vous apprendrez comment:

- recruter des vendeurs à succès
- les entraîner et les former
- les motiver et les stimuler
- évaluer leurs performances
- structurer vos territoires
- organiser des concours de vente
- remunérer vos vendeurs
- organiser des réunions stimulantes
- établir des stratégies de vente
- choisir votre style de gestion
- disposer de votre temps
- comment diriger vos vendeurs

**VENTE STRATÉGIQUE MONTREAL**

- HOLIDAY INN LONGUEUIL LES 22 ET 23 MARS
- HÔTEL ROUSSILLON LONGUEUIL LES 26 ET 27 AVRIL

**QUÉBEC**  
LES 19 ET 20 AVRIL

**GÉRANCE DES VENTES QUÉBEC LES 7, 8 ET 9 MAI**

Téléphonez maintenant au (418) 626-7498 ou 1-800-463-7246  
Inscriptions en nombre limité.

**Cours de vente Roger St-Hilaire**

**MIDWAY AIRLINES**  
VOUS OFFRE  
UNE AUTRE DESTINATION  
AU SOLEIL.

**SAVANNAH**  
**143,50 \$**  
ALLER SIMPLE  
À PARTIR DU 15 MARS

Prenez Midway Airlines® pour l'une des destinations vacances les plus chaudes du Sud: Savannah. L'aéroport international de Savannah est le grand aéroport le plus près de l'île Hilton Head, l'un des endroits de vacances les plus recherchés aux États-Unis. Vous trouverez aussi des terrains de golf de championnats et des milles de plages superbes. À partir du 15 mars, Midway desservira Savannah trois fois par jour pour seulement 143,50 \$ l'aller simple. Pour réservations, appelez votre agent de voyages ou appelez Midway Airlines au (800) 648-9626.

CONDITIONS: Ce tarif aller-simple est valable basé sur l'achat d'un aller-retour au moins 21 jours à l'avance. Le tarif peut être plus élevé pendant les journées et les saisons de pointe. Pénalités applicables pour annulations ou changements de réservations. Séjour de nuit de samedi à dimanche obligatoire. Le tarif peut ne pas être offert lorsque vous appelez. Taxe non comprise.

**Midway Airlines®**  
MIEUX FAIRE. MIEUX PLAIRE.

**SAVILLE ROW**  
... CLASSIQUE DE LA SAISON

Coupsés avec soin par des maîtres-tailleurs canadiens dans de belles étoffes légères de laine, polyester et mohair importées d'Europe, les complets SAVILLE ROW reflètent l'élégance des impératifs de la tradition du chic masculin.

Ces complets vous sont offerts chez BOVET en modèle croisé ou droit dans les tailles 38 à 54, courtes, moyennes et élancées.  
475 \$ et plus

**BOVET**

- Centre Rockland 755-5441
- Galerias d'Anjou 353-0310
- Carrefour Laval 687-1670
- Promenades St-Bruno 653-5100
- Fairview Pointe-Clare 694-9050
- Les Cours Mont-Royal 849-9281
- 4475, Blvd. Métropolitain est 374-4555

# Le nombre de familles monoparentales augmente au Québec

**NORMAN DELISLE**  
Presse Canadienne  
QUÉBEC

■ La famille traditionnelle perd du terrain au Québec.

Un enfant sur quatre d'âge scolaire vit dans une famille dont les parents sont en union libre ou dans une famille monoparentale, constate le Profil socio-démographique des familles que vient de

publier le ministère de l'Éducation.

L'étude menée par la Direction de la recherche du ministère analyse les familles ayant des enfants d'âge scolaire, soit de 6 à 15 ans. Il y a 462 000 familles dans ce cas au Québec, soit une famille sur trois.

Le document du ministère souligne que si les familles biparentales jouissent en moyenne d'un revenu annuel de 41 832 \$, ce re-

venu moyen est deux fois moindre pour les familles monoparentales, soit 20 637 \$.

Même chez les familles comptant quatre personnes (deux parents et deux enfants), il y a 10 pour cent d'entre elles qui vivent sous le seuil de la pauvreté.

«La pauvreté peut être une entrave à la réussite scolaire des enfants et elle peut s'ajouter à des problèmes affectifs déjà présents

dans la famille», constatent les auteurs de l'étude.

«Il y a donc lieu de s'inquiéter de ce phénomène qui risque de faire des enfants pauvres, des élèves qui cumulent les retards et les abandons scolaires pour devenir des décrocheurs qui se retrouveront plus tard dans le cercle vicieux de la pauvreté», poursuit le document gouvernemental.

En 1981, il y avait 82,8 pour cent des familles ayant des en-

fants d'âge scolaire qui étaient dirigées par un couple marié. Cette proportion est réduite à 77,3 pour cent en 1986.

Au cours de la même période, le nombre de familles monoparentales a grossi de 13,9 à 17,1 pour cent. Dans le cas de familles monoparentales dirigées par une femme, la proportion a grimpé de 12 à 14,6 pour cent.

Les revenus d'une famille monoparentale divergent beau-

coup selon que la famille est dirigée par un homme ou une femme, d'après l'étude.

L'homme monoparental gagne en moyenne 32 595 \$ par année tandis que les revenus annuels de la femme placée dans la même situation sont de 18 113 \$, soit à peine plus la moitié.

L'étude s'attarde également sur le mode d'occupation du logement qui est un indice du niveau de vie car il dépend pour une large part du revenu de la famille. On souligne que 78,8 pour cent des familles biparentales sont propriétaires de la résidence où elles habitent tandis que 70 pour cent des familles monoparentales doivent se contenter d'être locataires.

«Il faudrait être plus attentif au vécu scolaire des enfants qui ont des problèmes dans leur famille et à la façon dont le milieu scolaire tient compte de cet état de choses», conclut l'étude.

## HLM: des loyers haussés pour ceux qui ont des enfants majeurs

**NORMAN DELISLE**  
Presse Canadienne  
QUÉBEC

■ Les résidents de HLM qui gardent à la maison leurs enfants majeurs vont voir le coût de leur loyer grimper en flèche.

Un décret qui vient de publier le gouvernement du Québec stipule en effet que le prix de ce loyer sera désormais fixé non seulement en tenant compte des revenus de la personne qui agit comme chef de ménage et signataire du bail, mais aussi en comptant les revenus de tous les occupants majeurs du logement.

La personne qui signe un bail pour habiter dans un des 56 000 HLM (habitation à loyer modique) du Québec doit actuellement payer un loyer équivalant à 25 pour cent de ses revenus.

Mais à compter du 1<sup>er</sup> juillet prochain, on calculera également les revenus des autres personnes majeures habitant le même logement pour déterminer le coût du loyer, indique le décret 150-90 que vient d'adopter le gouvernement Bourassa à la demande de la Société d'habitation du Québec (SHQ).

Par exemple, une femme chef de famille monoparentale qui garde chez elle son enfant âgé de 18 ans verra augmenter son loyer considérablement, soit d'un montant équivalant à 25 pour cent des revenus mensuels de cet enfant.

Dans le cas où cet enfant est lui-même bénéficiaire de l'aide sociale, il y aura augmentation mensuelle du loyer de 100,50 \$, soit 25 pour cent de la prestation touchée par le jeune de 18 ans.

Par ailleurs, si un troisième adulte de 18 ans ou plus habite sous le même toit, il devra contribuer au loyer pour un montant de 61,25 \$ par mois.

La Société d'habitation présente l'augmentation de loyer (qu'elle appelle pudiquement «une contribution au loyer») comme une manière de favoriser «une plus grande équité»; elle prétend que toutes les personnes majeures seront ainsi traitées de la même façon.

Selon un porte-parole de la SHQ, M. André Lachapelle, les deux tiers des locataires actuels de HLM ne seront pas touchés par la mesure puisque la majorité des locataires sont des personnes âgées ou des familles monoparentales avec des enfants en bas âge.

D'autre part, le décret gouvernemental fixe des frais additionnels pour les locataires de HLM.

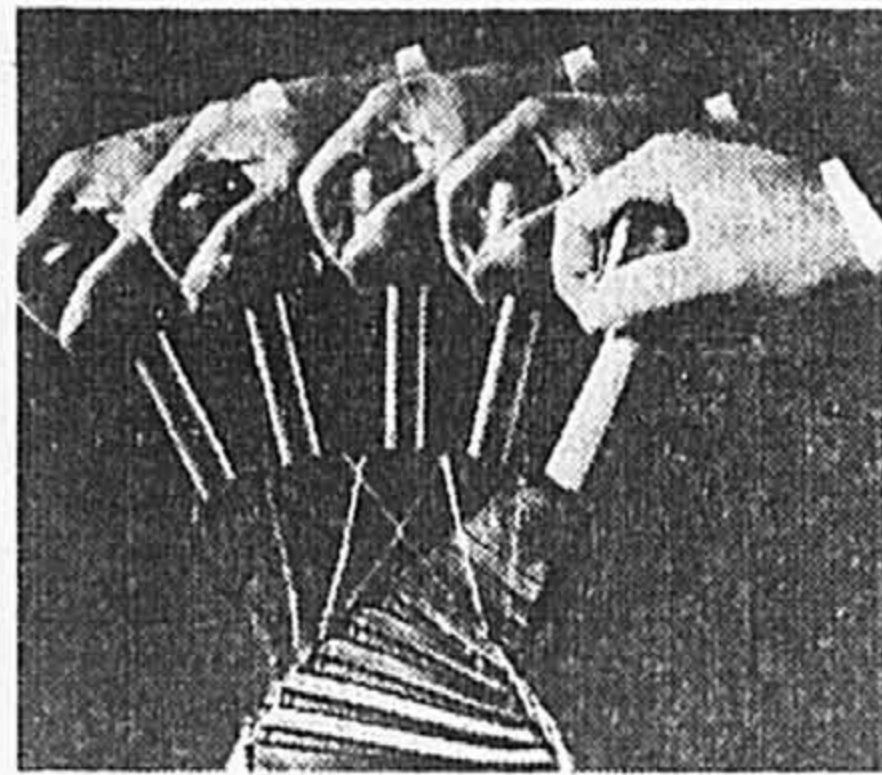
Désormais, un montant mensuel de 5 \$ s'appliquera pour l'utilisation d'un climatiseur installé dans un logement à loyer modique.

Il y aura aussi des frais mensuels pour l'utilisation d'un stationnement, soit 5 \$ si le stationnement est sans prise de courant et 10 \$ si le stationnement est muni d'une prise de courant.

Le règlement ne s'applique pas toutefois aux HLM situés en Nunavik, au nord du 55<sup>ème</sup> parallèle.

Le règlement a été adopté à temps pour s'appliquer aux baux qui commencent le 1<sup>er</sup> juillet, soit les trois quarts des baux impliquant les HLM.

## Avec MAZDA, conduire est un plaisir, pas une corvée.



TERMINANT LE  
3 AVRIL

## Transmission automatique gratuite

ou jusqu'à 950 \$ de rabais.\*

Faites le choix Mazda avant le 3 avril 1990 et bénéficiez d'une transmission automatique gratuite sur toutes les 626, les MX-6, les Hatchback 323, les Protégé 323 et tous les modèles de camionnettes y compris la SE-5. Et si vous préférez une conduite manuelle, nous vous offrons jusqu'à 950 \$ de rabais.



Hatchback 323



Protégé 323



MX-6



626



B 2200

LA MEILLEURE  
GARANTIE  
DE L'INDUSTRIE.

**mazda**

JE ME SENS BIEN.

Le montant du rabais est basé sur le prix au détail suggéré par le fabricant. Il varie selon la série et le modèle du véhicule. L'offre est en vigueur du 6 février au 3 avril chez tous les concessionnaires participants, elle ne peut être combinée à une autre offre. L'acquisition du véhicule doit également être effectuée durant le temps de l'offre. Voyez votre concessionnaire pour tous les détails.

**Albi Automobiles Ltée**  
3300, boul. Ste-Marie  
Mascouche  
474-2481/2

**Lachine Mazda**  
2895, rue Notre-Dame, Lachine  
637-1153

**Jacauto Lavaltrie**  
651, rue Notre-Dame, Lavaltrie  
588-4141

**Mazda Valleyfield**  
3333 Mgr. Langlois  
Valleyfield  
377-5533

**Mazda de Blainville**  
738 Boulevard Labelle  
Blainville  
437-8000

**Charles Gareau Inc.**  
10175, rue Papineau  
381-3987

**Avo Auto Inc.**  
4815 Buchan  
737-2373

**Les Automobiles Daniel Blanchette Inc.**  
2305 Rte. Marie-Victorin  
Tracey  
743-1211

**Blondin Automobiles Ltée**  
6464, boul. Henri-Bourassa est  
324-9100

**Delisle Auto Ltée**  
2815, rue Sherbrooke Est  
523-1122

**Quintin Automobile Inc.**  
490, rue Jacques-Cartier Sud  
St. Jean  
346-9445 658-9042

**Mazda 2-20**  
1<sup>er</sup> boul. Don Quichotte  
Ile Perrot  
453-7220

**Le Domaine de L'Auto P.A.T. Ltée**  
12210, Sherbrooke Est  
Point-aux-Trembles  
645-1694

**Fort Chambly Automobiles (1979) Inc.**  
830, boul. Périgny, Chambly  
658-6623

**Garage Blanchette Inc.**  
900, rue St-Laurent Ouest  
Longueuil  
677-6347

**Armand Quérim Automobiles Ltée**  
1530 Chomedy Blvd.  
Laval  
688-4787

**Jacauto Ltée**  
3612, boul. St-Jean  
Dollard-des-Ormeaux  
626-8120

**St-Constant Auto Ltée**  
48, rue St-Pierre  
St-Constant  
632-0700

**Ami Auto Inc.**  
276, boul. d'Anjou  
Châteauguay  
692-9600

**Mazda Drummondville**  
1325, boul. St-Joseph  
Drummondville  
477-5566

**Autonor Inc.**  
2344 Labelle  
Lafontaine  
436-8211

**Mazda St-Hyacinthe**  
3190, Cusson  
St-Hyacinthe  
774-1345

**Fabreville Auto Inc.**  
4010, boul. Dagenais, Laval  
622-3434

**Lacroix Automobile Ltée**  
990 Route #117  
Val-David  
322-3937

## UNE ÎLE AUX ABORDS NAVIGABLES



Les Trésors de L'Île  
CONDOMINIUM

126  
condominiums

Bureau des ventes:  
582-3454

Anjy  
Les Constructions Inc.

### CONDOMINIUMS Les Trésors de L'Île

Un coin de verdure où piscine, tennis, golf de pratique et quai de plaisance s'harmonisent dans un environnement enchanteur. Une construction sur trois étages avec structure de béton dans un site d'accès contrôlé.

Sortie 96 de l'autoroute 40; suivre la 640 Est en direction de Repentigny. Le projet se situe sur l'Île Vaudry, à la jonction des villes de Charlemagne et de Repentigny.

**SKF**  
**GBS GENERAL BEARING SERVICE INC.**

Montréal 837-7423	Laval 648-5330	Saint-Léonard 326-0471
St-Laurent 744-2121	Longueuil 678-2560	Mt-Est 264-6038

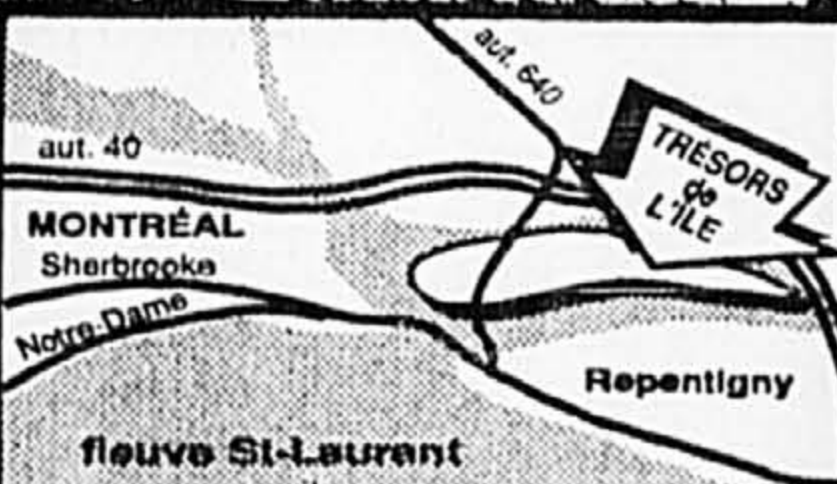
**OFFRE SPECIALE THERMOPOMPE/CLIMATISEUR**

**Carrier** LE PLUS IMPORTANT FABRICANT AU MONDE

- La thermopompe la plus SILENCIEUSE qui soit
- Aucun versement avant juin 1990
- Aucun sous-traitant
- Service 24 heures
- Admissible au programme de rabais de l'Hydro
- Aucun acompte

**S & S CONVERSIONS INC.**  
Experts en chauffage et en climatisation  
6009, chemin Saint-François  
Ville Saint-Laurent 337-7210

NOUS NE LAISSERONS PERSONNE TENDRE A MEILLEUR PRIX!





## Les travaillistes israéliens prêts à rompre avec Shamir

L'URSS s'oppose à l'installation de juifs soviétiques dans les Territoires occupés

d'après Reuter, AFP et AP  
KFAR SABA, Israël

Dans un vote retransmis par la télévision, le Parti travailliste a donné à hier ses dirigeants le pouvoir de déclencher un processus de retrait du gouvernement de coalition dirigé par le conservateur Yitzhak Shamir, du Likoud, qu'il accuse de mener Israël « dans le désert de l'indécision » à propos d'un dialogue de paix avec les Palestiniens.

Les 1300 membres du Comité central du parti ont adopté à une très forte majorité une proposition en ce sens présentée par son chef Shimon Peres, vice-premier ministre et ministre des Finances de la coalition. Jusqu'à huit motions de censure seront débattues dès jeudi à la Knesset contre le gouvernement.

Les travaillistes reprochent à Shamir de refuser de répondre au plan de paix américain qui prévoit des pourparlers entre Israéliens et Palestiniens au Caire sur le projet, présenté par Shamir lui-même, d'organiser des élections dans les Territoires occupés pour que les Palestiniens désignent leurs représentants.

Mais le chef travailliste n'a pas ménagé non plus les États-Unis, auxquels il a reproché d'avoir fait monter les enchères en dénonçant l'installation à Jérusalem-Est d'immigrants

juifs venant d'Union soviétique. Il a du même coup réaffirmé que son parti refusait la moindre atteinte au statut de Jérusalem, « capitale réunifiée de l'État d'Israël » (la partie est fait partie des Territoires occupés) et des négociations avec l'OLP.

Sur le terrain, des soldats israéliens tuaient par balles un adolescent palestinien de 17 ans, Khaïed Khalifa, dans le camp de réfugiés d'Akbar El Jaber, près de Jéricho, en Cisjordanie occupée. Cela porte à 649 le nombre des Palestiniens tués par les soldats ou colons israéliens depuis le début de l'intifada en décembre 1987, selon un bilan palestinien.

Shamir n'a pas réagi immédiatement à la décision mais, selon des rapports dignes de foi, il songerait à congédier les 10 ministres travaillistes afin qu'ils ne fassent pas partie d'un gouvernement de transition qui assumerait le pouvoir en cas d'adoption de l'une des huit motions de censure. Dans son discours, Peres a cherché à se concilier les faveurs des quatre petits partis religieux, dont les 18 sièges à la Knesset sont indispensables pour former un gouvernement. Le Likoud n'a que 40 sièges sur les 120 de la Knesset, et les travaillistes 39.

À Washington, l'administration américaine faisait savoir qu'il attendait toujours la

réponse d'Israël à un éventuel dialogue israélo-palestinien. « Quand la réponse nous parviendra, nous saurons comment procéder », a déclaré Margaret Tutwiler, porte-parole du secrétariat d'État. Elle a d'autre part récusé les accusations israéliennes selon lesquelles le président Bush aurait contribué à la crise en affirmant que Washington était opposé à l'installation d'immigrants juifs à Jérusalem-Est, parce que cette partie de la ville est « Territoire occupé ».

L'URSS protestait hier auprès d'Israël contre l'implantation d'immigrants juifs soviétiques dans les Territoires occupés. Le chef de la section consulaire israélienne à Moscou, Arieh Levin, était convoqué au ministère soviétique des Affaires étrangères, qui a demandé l'arrêt de ces implantations et des assurances que les nouveaux arrivants ne seront pas utilisés dans ce but.

L'URSS a demandé, avec l'appui des Non-alignés et de la Ligue arabe, une réunion urgente du Conseil de sécurité de l'ONU pour étudier la question de l'implantation d'immigrants juifs soviétiques dans les Territoires occupés de Cisjordanie et Gaza, y compris Jérusalem-Est. Cette réunion devrait avoir lieu d'ici la fin de cette semaine. La Ligue arabe appelait hier à la tenue d'un sommet arabe sur la question.

## La table ronde propose une nouvelle constitution en RDA

Dernière manifestation du lundi à Leipzig

d'après Reuter et AFP  
BERLIN-EST

La table ronde instituée entre le gouvernement et les partis de l'opposition est-allemande a présenté hier un projet de constitution interallemande garantissant le droit au travail et au logement, pour sa 16<sup>e</sup> et dernière réunion avant les élections libres du 18 mars.

« Ce sera le legs de la table ronde », a déclaré un porte-parole du mouvement réformateur Nouveau forum avant que la table ronde ne prononce sa propre dissolution. La résolution finale recommande l'adoption, dans le futur État allemand, d'une constitution conservant intacts les acquis sociaux de la RDA.

Le document, dont le texte définitif sera élaboré par un groupe de travail, sera soumis en avril au parlement et devrait aller plus loin dans ses clauses sociales que la Loi fondamentale ouest-allemande.

Il doit garantir le droit au travail, à un logement décent, à la protection des enfants et à celle du troisième âge, des handicapés et des autres catégories de citoyens « socialement faibles ».

La protection de l'environnement et le droit au référendum seront également stipulés.

« La priorité essentielle, a déclaré la table ronde dans son communiqué final, sera de préserver la stabilité sociale de l'Allemagne de l'Est, grâce à nos propres efforts et à l'aide de l'Allemagne de l'Ouest. »

« La poursuite de l'émigration mènera dans les deux Allemagnes à une aggravation des tensions et des conflits sociaux qui risque de devenir incontrôlable et de compromettre la progression vers l'unité allemande. »

### À Leipzig

Par ailleurs, quelque 50 000 Allemands de l'Est ont mis un point final hier soir à Leipzig (sud de la RDA) à la traditionnelle manifestation hebdomadaire démocratique, devenue en 22 semaines un rassemble-



Un jeune néo-nazi brûle des tracts à Leipzig.

ment conservateur de soutien au chancelier Helmut Kohl.

Une trentaine de jeunes néo-nazis ont perturbé la fin du rassemblement en organisant un autodafé avec des tracts politiques qualifiés par eux de « saloperie de gauche ».

Ils ont ensuite défilé bras levés dans les rues de la métropole saxonne, criant « Sieg Heil » et clamant des slogans racistes.

« Une de nos principales revendications est atteinte, nous allons avoir des élections libres dimanche prochain », a déclaré à la foule un orateur du mouvement Nouveau forum, Frank Werner, pour expliquer la fin des manifestations du lundi.

« Comme en Lituanie et au Chili, il n'y a ici qu'un souverain, c'est nous le peuple », a déclaré un autre orateur devant une mer de drapeaux allemands, noir, rouge et or et de banderoles favorables à l'union chrétienne-démocrate (CDU) et à ses alliés conservateurs.

## Le général Aoun n'envisage pas de quitter le Liban

d'après AFP et Reuter  
BEYROUTH

Le général Michel Aoun est déterminé à « assumer entièrement ses pouvoirs » et n'envisage pas de quitter le Liban, a souligné hier dans un communiqué son bureau de presse.

Ce communiqué s'élève notamment contre « certaines informations fallacieuses faisant état d'une soi-disant démission ou d'une demande d'asile en France » de la part du général Aoun, chef du gouvernement de militaires chrétiens en rébellion.

La presse libanaise et étrangère a récemment évoqué des « négociations secrètes » avec les autorités françaises en vue de son « évacuation » vers la France, en compagnie de sa famille.

« Le général Aoun, assure le communiqué, compte assumer entièrement ses pouvoirs jusqu'à la réalisation totale des aspirations du peuple dont il assume la responsabilité. »

Le général Aoun, qui refuse de reconnaître le président libanais Elias Hraoui, avait souligné en fin de semaine dernière sa volonté de « dialogue » pour parvenir à une « solution globale à la crise libanaise », après six semaines d'un affrontement sans issue dans le « pays chrétien » entre son ar-

mée et la milice des Forces libanaises.

Par ailleurs, de nouveaux tirs ont opposé hier à Beyrouth-Est les miliciens des Forces libanaises à des hommes du général Aoun, ce qui fait craindre une nouvelle guerre entre chrétiens.

Un soldat a été tué et trois personnes, dont un milicien des FL et un enfant ont été blessés dans les affrontements concentrés dans le quartier d'Achrafieh, a-t-on appris auprès de responsables de la sécurité.

Le passage du Musée, seul point de passage entre Beyrouth Est et Ouest, a été fermé à midi en raison des accrochages.

Ces combats constituent une nouvelle rupture du cessez-le-feu imposé il y a 11 jours pour mettre fin à de sanglants combats dans l'enclave chrétienne.

Depuis vendredi, des heurts similaires ont fait neuf morts et 10 blessés.

Des témoins ont rapporté hier que les adversaires renforçaient leurs positions en hommes et munitions. On a pu voir à Achrafieh des miliciens des FL remplir des sacs de sable.

Chaque jour après la tombée de la nuit, des mines sont posées dans plusieurs rues de Beyrouth-Est et les combattants les enlèvent le lendemain au lever du jour, ont ajouté les témoins.

**SALUEZ LE PRINTEMPS À CKAC 73...  
PLUS DE 50 000 \$ EN PRIX À GAGNER AU BOUT DU FIL!**

**À VOUS DE JOUER!  
PRÊT... TÉLÉPHONEZ  
790-7373\***



**PARTICIPEZ AUTANT DE FOIS  
QUE VOUS LE DÉSIREZ...**

Téléphonez au 790-7373, sept (7) jours par semaine, 24 heures sur 24 et jouez avec les animateurs de CKAC. Ils vous inviteront à écouter la question du jour et à y répondre correctement.

Si votre réponse est bonne, vous deviendrez automatiquement admissible au tirage mentionné.

Puis, chaque jour, écoutez CKAC 73 et gagnez!

Règlements disponibles à CKAC. Le concours se termine le 29 avril 1990 inclusivement.  
\* Les frais d'interurbain sont applicables.

**CKAC 73**  
LA SUPER STATION DE MONTRÉAL

**RECHERCHONS  
VERRERIE SIGNÉE  
R. LALIQUÉ**

Prix élevés offerts par collectionneurs pour toute verrerie signée R. Laliqué: bouteilles de parfum, vases, figurines de capot, bijoux, presse-papiers, horloges, statues, bols, lampes, etc.

**289-1994**

(code régional 514)

Lundi-vendredi: 9 h - 16 h 30

**Le Monde**

# Mandela rencontre en Suède le président de l'ANC, Oliver Tambo

d'après AFP et Reuter  
STOKHOLM

Nelson Mandela a reçu un accueil triomphal hier en Suède où il s'est entretenu de l'avenir de l'Afrique du Sud avec le président du Congrès national africain (ANC), Oliver Tambo, hospitalisé à Stockholm.

Mandela, 71 ans, et Tambo, 72 ans, qui ont fait leurs études ensemble, se voyaient pour la première fois depuis 28 ans. Mandela a été libéré le mois dernier après 27 ans de prison. Son camarade vit depuis de nombreuses années en exil en Zambie où est basée l'ANC.

Les deux hommes se sont rencontrés au château de Haga, sur les rives d'un lac proche de la capitale suédoise, mis à la disposition de Mandela pendant sa visite de cinq jours.

Le dirigeant nationaliste sud-africain qui effectue sa première sortie hors d'Afrique depuis sa libération a reçu un accueil digne

d'un homme d'État. Le ministre suédois des Affaires étrangères Sten Anderson et des ambassadeurs de pays africains sont venus le recevoir à l'aéroport Arlanda de Stockholm.

«C'est un privilège de vous accueillir ici», a déclaré le premier ministre Ingvar Carlsson dans un message. «Vous constaterez que vous êtes au milieu d'amis et que vous pouvez compter sur notre soutien pour la justice et la liberté en Afrique du Sud».

Tambo est hospitalisé aux frais du gouvernement suédois depuis une crise cardiaque l'année dernière qui l'avait partiellement paralysé. Des responsables locaux de l'ANC ont assuré que son état s'améliorait mais que la presse se serait pas admise à assister à sa rencontre avec Mandela pour ne pas le fatiguer.

Le but de la visite de Mandela en Suède est en premier lieu de consulter Tambo sur la situation

politique en Afrique du Sud, où le gouvernement du président Frederik de Klerk a légalisé l'ANC.

Le vice-président de l'ANC entend aussi remercier la Suède pour son soutien sans faille à la lutte contre l'apartheid. La semaine dernière, la Suède, la Norvège, l'Islande, la Finlande et le Danemark ont annoncé qu'ils maintiendraient les sanctions économiques contre l'Afrique du Sud jusqu'à l'abolition totale de l'apartheid, soutenant ainsi la position de l'ANC.

Pendant son séjour, Mandela sera reçu par le roi Carl Gustav, rencontrera le premier ministre et s'adressera au parlement suédois. En marge de son programme officiel, il aura également des entretiens avec le chef du Parti travailliste britannique Neil Kinnock et l'archevêque Trevor Huddleston, président du mouvement britannique anti-apartheid.



Nelson Mandela, à gauche, et Oliver Tambo se sont retrouvés en Suède, hier, après 28 ans. PHOTO REUTERS

**DÉPÊCHES**

**IRAK**  
*L'Affaire Bazoft*

Le gouvernement de Londres a multiplié ces dernières heures les démarches diplomatiques, avec le soutien de ses partenaires européens, pour sauver la vie du journaliste de L'Observer Farzad Bazoft, condamné à mort pour espionnage, samedi dernier. L'Irak a rejeté hier les appels à la clémence et a affirmé que le jugement avait été équitable. Les efforts pour éviter la pendaison de Bazoft «constituent une ingérence flagrante dans nos affaires intérieures», a déclaré le ministre de l'Information Latif Nussif Jassem.

**GRANDE-BRETAGNE**  
*Thatcher s'accroche*

Le premier ministre britannique, Mme Margaret Thatcher, a réaffirmé hier soir qu'elle n'avait nullement l'intention de démissionner. Interrogée par des journalistes à l'occasion d'une cérémonie de remise de prix à des femmes d'affaires, Mme Thatcher a répété son intention de rester leader du parti tory au moins jusqu'aux prochaines élections générales, prévues dans deux ans, même si des députés conservateurs rebelles sont opposés à la «poll tax», le nouveau système d'imposition locale à l'origine de nombreuses manifestations dans le pays.

**AFRIQUE DU SUD**  
*Violences*

Les cadavres de trois Noirs, qui avaient été lapidés et brûlés vifs, ont été découverts par la police, hier, dans la township de Kwagaga, près de Witbank (100 km à l'est de Johannesburg), a-t-on appris de source officielle, alors que la vague de violence qui s'est abattue sur l'Afrique du Sud, il y a une semaine, se poursuivait. En outre, un adolescent a été abattu hier par la police du Venda,bantoustan noir «indépendant».

**BULGARIE**  
*Accords sur la démocratie*

Les communistes au pouvoir en Bulgarie et les dirigeants de l'opposition ont signé hier des accords visant à faciliter la transition vers la démocratie. En signant ces trois documents, les deux parties se sont entendues sur le futur système politique, le cadre dans lequel se poursuivront les négociations de la «table ronde» et la campagne électorale précédant les élections libres de juin. «Ces textes définissent les mécanismes permettant de supprimer le système totalitaire et de construire la démocratie», a déclaré à la radio nationale un dirigeant de l'opposition, Jeliou Jeleu.

**FRANCE**  
*Racisme et violence*

Le premier ministre Michel Rocard a dénoncé hier «la violence attisée par le racisme» après les agressions qui ont frappé des jeunes gens d'origine maghrébine le week-end dernier à Roanne et à Saint-Florentin. Rocard s'est dit «indigné» et «bouleversé» par ces actes de violence dans des messages aux familles des victimes. Affirmant sa détermination à poursuivre sa lutte contre «le fléau du racisme», il a assuré que les lois de la république seront appliquées «sans défaillance».

## Aylwin réclame la vérité sur les « crimes affreux » de la dictature Pinochet

d'après AFP, UPI et Reuter  
SANTIAGO

Dans son premier discours politique en tant que nouveau président du Chili, Patricio Aylwin a exhorté hier les Chiliens à «la patience» et à «l'effort» et a réclame «solennellement» la vérité sur «les crimes affreux commis durant la dictature».

Dans un long discours prononcé devant 80 000 personnes, dont de nombreux chefs d'État et invités étrangers au stade national de Santiago, M. Aylwin a déclaré que «la conscience morale de la nation exigeait qu'éclate la vérité sur les personnes disparues, les crimes affreux et les violations des droits de l'homme durant la dictature».

M. Aylwin, qui participait à une des fêtes organisées pour célébrer le retour de la démocratie au Chili a annoncé qu'il avait signé hier un décret pour libérer de nombreux prisonniers politiques et que les autres cas seraient soumis aux membres du congrès.

Le président démocrate chrétien, qui a pris ses fonctions dimanche, a demandé de «la patience» et de «la prudence» pour surmonter «les difficultés causées par les obstacles placés

sur le chemin par le régime passé».

«Tout dans la vie demande du temps» a-t-il indiqué.

Expliquant qu'il allait essayer «d'être pour tous un bon père de famille», M. Aylwin a aussi mis en garde les Chiliens contre le retour aux «querelles du passé» ajoutant qu'avec un gouvernement du peuple «les problèmes n'allaient pas se résoudre miraculeusement».

M. Aylwin souhaite parvenir à un «accord cadre» entre le syndicat et les chefs d'entreprises et «élever à un niveau digne et humain» la condition de vie des secteurs les plus pauvres.

Les cérémonies d'intronisation du nouveau président ont donné lieu à une rencontre inattendue entre le vice-président américain Dan Quayle et le président nicaraguayen Daniel Ortega. M. Quayle a déclaré que M. Ortega l'avait assuré qu'il remettrait pacifiquement son poste à son successeur élu, Mme Violeta Chamorro, et que tous les ministres, dont celui de la Défense, seraient nommés par Mme Chamorro. C'était le premier échange de travail de cet importance et de ce niveau depuis dix ans entre les États-Unis et le régime sandiniste.

## Nouvelle rencontre des cinq Grands sur le Cambodge

d'après AFP, UPI et Reuter  
PARIS

Les représentants des cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU (États Unis, URSS, Chine, France et Grande-Bretagne) ont entamé hier, à Paris, une troisième rencontre destinée à relancer la recherche d'une paix négociée au Cambodge.

L'échec des rencontres informelles de Djakarta, le mois dernier, dû au même antagonisme entre le Vietnam et les Khmers qui avait entraîné l'échec de la Conférence de Paris, en août 1989, fait régner un certain pessimisme à la nouvelle rencontre de Paris, qui se tient pour deux jours à huis clos au Centre de conférences de l'avenue Kléber.

Rafeudin Ahmed, représentant du secrétaire général de l'ONU, a participé aux échanges avec les représentants des cinq Grands, qui ont rang de vice-ministres et de directeurs des Affaires asiatiques. Sa participation fait suite à l'accord dégage entre les cinq Grands, les quatre factions cambodgiennes et le Vietnam sur un éventuel «rôle accru» de l'ONU au Cambodge.

La Chine et l'URSS sont représentés par des vice-ministres des Affaires étrangères, respective-

ment Xu Dunxin et Igor Rogatchev, les États-Unis par Richard Solomon, sous secrétaire d'État adjoint, la Grande-Bretagne par David Gillmore, sous secrétaire adjoint au Foreign Office, et la France par le Directeur Asie du quai d'Orsay, Claude Martin.

La réunion de Djakarta, les 26 et 27 février, s'était achevée sur l'impossibilité de parvenir à rédiger un communiqué commun, le Vietnam s'opposant au démantèlement installé par lui à Phnom Penh ainsi qu'à toute allusion à son occupation continue du Cambodge, et les Khmers rouges refusant le mot «génocide» pour les pertes humaines sous leur régime de 1975 à 1978.

Sur le terrain, ni les forces du régime pro-vietnamien, ni la guérilla (Khmers rouges, sihanoukistes, droite nationaliste) n'ont réussi à s'imposer après le «retrait» unilatéral et non vérifié des Vietnamiens annoncé en septembre dernier. Mais la Résistance continue de gagner du terrain et le Prince Norodom Sihanouk, chef de l'État cambodgien reconnu par l'ONU, s'est récemment installé en «territoire libéré» au Cambodge et la Thaïlande a manifesté l'intention d'encourager les civils khmers réfugiés sur son territoire depuis 1979 à retourner au Cambodge.

# VALIDE

## Jusqu'au 14 Mars

### FESTIVA 90

# \$ 169<sup>99</sup>

PAR MOIS

## AUCUN COMPTANT

- Trans. 5 vitesses
- Phares halogènes
- Chauffe-moteur
- Dégivreur élect. arrière

Transport et préparation en sus. Bail 48 mois: 1er versement et dépôt de sécurité payable à la livraison.

### ESCORT 90

# \$ 209<sup>96</sup>

PAR MOIS

## AUCUN COMPTANT

## CLIMATISEUR

- Trans. 5 vitesses
- Essuie-glace interm.
- Radio stéréo cassette
- Essuie-glace arrière

Transport et préparation en sus. Bail 48 mois: 1er versement et dépôt de sécurité payable à la livraison.

### TOPAZ 90

# \$ 229<sup>57</sup>

PAR MOIS

## TAUX DE CRÉDIT SPÉCIAL DISPONIBLE

## CLIMATISEUR AUTOMATIQUE

- Essuie-glace interm.
- 2 miroirs électriques
- Radio AM/FM stéréo

1442\$ dépôt ou valeur d'échange - 1er et dernier versements payables à la livraison. BAIL 48 MOIS.

### RANGER 90

# \$ 209<sup>59</sup>

PAR MOIS

## TAUX DE CRÉDIT SPÉCIAL DISPONIBLE

- Trans. 5 vitesses
- Essuie-glace interm.
- Servodirection
- FM stéréo élect.
- Ensemble tenue améliorée
- Vitre arr. coulissante teintée

1350\$ dépôt ou valeur d'échange - 1er et dernier versements payables à la livraison. BAIL 48 MOIS.

SERVICE OUVERT JUSQU'À 2:30 AM

50 VOITURES DE COURTOISIE DISPONIBLES

# Circuit

MERCURY

6300 HENRI-BOURASSA MONTRÉAL-NORD

## 325-4700

**NETTOYAGE**

TAPIS MAISON COMPLÈTE

**49\$ 109\$**

2 pièces 250 pi<sup>2</sup> ou moins 5 pièces + entrée + 12 marches

NETTOYAGE DE TAPIS ET MEUBLES

**ational**

A VOTRE SERVICE DEPUIS 18 ANS

981-5858 7 jours par semaine

Canapé 39\$ à l'achat d'un nettoyage de tapis

« Mise en nourrice du pied » pour sauver la jambe

Agence France-Presse  
PARIS

Une équipe chirurgicale française a greffé le pied d'un homme sur son avant-bras en attendant de pouvoir le réimplanter au bas de sa jambe et, quatre jours après l'opération, l'homme ignorait encore tout de l'intervention, a indiqué hier le professeur Maurice Mimoun, 34 ans, qui l'a opéré à l'hôpital Rotschild de Paris.

Hier, l'homme était « un peu fébrile mais dans un bon état général » et toujours sous calmant, a précisé le médecin.

Cette opération exceptionnelle constitue une première selon les professeurs Mimoun et Serge Baux, chef du service de chirurgie plastique de l'hôpital. Une seule

tentative avait jusqu'à présent été tentée: celle d'une équipe yougoslave qui, il y a trois ou quatre ans, avait implanté provisoirement une main sur un thorax.

« La mise en nourrice du pied », selon la terminologie médicale, a été réalisée dans la nuit de jeudi à vendredi, au cours d'une opéra-

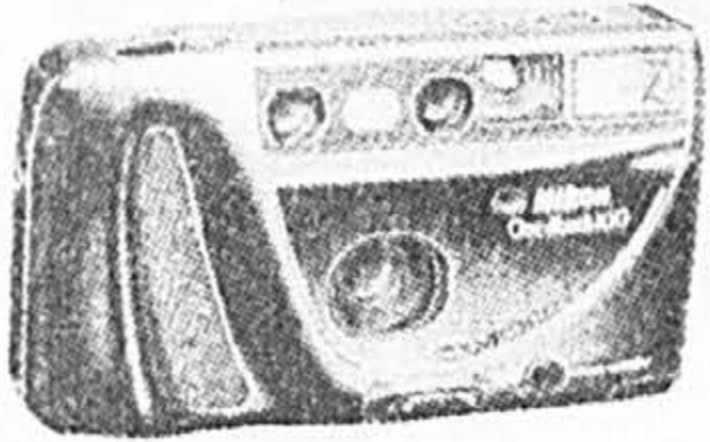
tion d'environ six heures. Les vaisseaux du pied droit ont été reliés à ceux du bras gauche — pour que le malade conserve l'usage de sa main droite — et le nerf a été enfoui sous la peau pour éviter qu'il se déshydrate.

Le patient, un homme d'une quarantaine d'années qui, selon

certaines indications était en état d'ébriété au moment de l'accident, était tombé d'un quai du métro et avait eu le pied sectionné par une rame. La pose provisoire du pied sur l'avant-bras a été tentée comme mesure conservatoire: si le pied a en effet été coupé net, il n'en va pas de même de la jambe.

**Nikon** // « OPÉRATION TAPIS ROUGE »

**SPÉCIAL**



**ONE TOUCH 100**  
Appareil 35 mm compact

- Mise au point automatique
- Mémoire de mise au point de 30 secondes
- Retardateur pour 2 photos
- Flash automatique

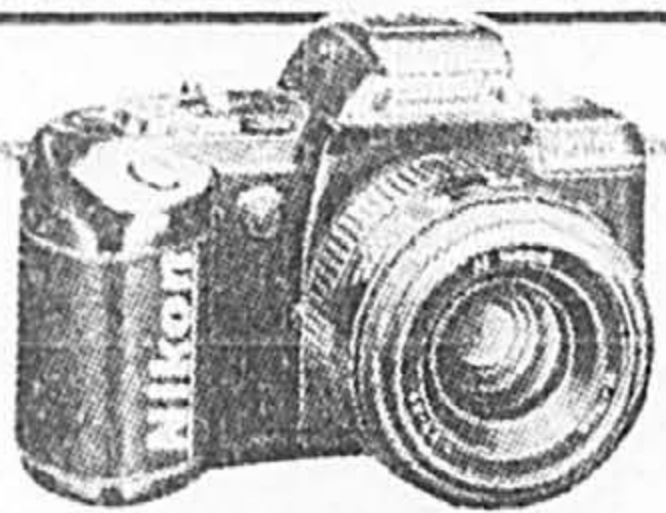
**SPÉCIAL TAPIS ROUGE 199999\$\***



**TÉLÉ-TOUCH 300**  
Appareil 35 mm compact à bi-focale

- Mise au point automatique
- Cadrage large (35 mm) serré (55 mm) et gros plan
- Flash polyvalent
- Atténuateur du phénomène des yeux rouges

**SPÉCIAL TAPIS ROUGE 259999\$\***



**NIKON F401S / F801**  
Des appareils conçus pour composer et non seulement pour prendre des images

**SPÉCIAL TAPIS ROUGE**  
F401-S Boîtier **429999\$\*\***  
F801 Boîtier **869999\$\*\*\***

**SPÉCIAL OPÉRATION TAPIS ROUGE**  
Jeudi, de 17 à 21 h  
Vendredi, de 13 à 21 h  
Samedi, de 10 à 17 h

Venez rencontrer M. Guy Authier, représentant des ventes, pour une démonstration gratuite.

**DOCTEUR LOZEAU — NIKON**  
Vérification et inspection d'appareils et d'objectifs Nikon gratuitement.  
Samedi, de 10 à 16 h 30  
Nous vous recommandons de prendre rendez-vous.  
Demandez Rachel ou Carole au 254-6577



**«TOUT POUR LA PHOTO/VIDÉO»**  
**L.L. LOZEAU** Ltée  
6229, rue St-Hubert, Mtl H2S 2L9  
Tél.: 274-6577

Des sensations neuves, un tempo électrisant, branché sur l'homme sélectif, voilà le printemps chez ERNEST.

Découvrez les inédits de la mode: complets classiques, vêtements sport et impers de confection supérieure.

**ERNEST**  
un art de vivre qui... fait parler.

Place Versailles 352-3940  
Carrefour Laval 687-2378  
Place Vertu 337-1414  
Promenades Saint-Bruno 461-0006  
804, Sainte-Catherine est 845-3377  
1123, Sainte-Catherine ouest 842-8767  
Fairview Pointe-Claire 694-6553  
Carrefour Angrignon, LaSalle 365-6295  
Mail Champlain, Brossard 465-0324  
Galeries Rive-Nord, Repentigny 654-6553

**RELEVEZ LE DÉFI!**

**20 000 000\$**

**À GAGNER**

**EN DÉJEUNANT AVEC**

**MICHEL BEAUDRY**

Les règlements sont disponibles à la réception de CJMS

**TOUS LES MATINS**  
**DE 6h00 À 9h00**

**cjms128**  
RADIO AM STÉRÉO  
AU RÉSEAU RADIODUTUEL

# PERSONNE NE VOUS EN DONNE PLUS QUE VOTRE CONCESSIONNAIRE CHRYSLER.

## PLUS DE CHOIX:

TAUX DE CRÉDIT DU CONSTRUCTEUR

# 8,9%

POUR 24 MOIS

# 9,9%

POUR 36 MOIS

# 10,9%

POUR 48 MOIS

OU

## DES RABAIS GARANTIS\*\*\*

Et d'autres rabais du constructeur allant jusqu'à 1 000\$ sur les modèles 90 sélectionnés.

## VRAIMENT PLUS DE CHOIX:

Plus d'offres spéciales sur plus de véhicules que Ford et GM... Taux de crédit du constructeur... Rabais du constructeur... Économies pouvant aller jusqu'à 1 300\$ sur des ensembles-options\*\* ... Climatisation et transmission automatique sans frais supplémentaires sur certains modèles 90 sélectionnés.

## AUBAINES FANTASTIQUES SUR LES MODÈLES 90

PLYMOUTH SUNDANCE/  
DODGE SHADOW

**8,9 % TAUX DE CRÉDIT  
OU 750 \$ DE RABAIS  
GARANTI\***

EAGLE PREMIER

**8,9 % TAUX DE CRÉDIT  
OU 1 000 \$ DE REMISE  
EN ARGENT\***

EAGLE SUMMIT

**6,9 % TAUX DE CRÉDIT  
OU 1 000 \$ DE RABAIS  
GARANTI\***

DODGE SPIRIT/  
PLYMOUTH ACCLAIM

**8,9 % TAUX DE CRÉDIT  
OU 1 000 \$ DE RABAIS  
GARANTI\***

LE BARON DÉCAPOTABLE

**500 \$ DE REMISE  
EN ARGENT\***

JEEP CHEROKEE/  
WAGONEER LIMITED

**1 000 \$ DE RABAIS  
GARANTI\***

CHRYSLER DAYTONA

**8,9 % TAUX DE CRÉDIT  
OU 1 000 \$ DE RABAIS  
GARANTI\***

CHRYSLER DYNASTY

**500 \$ DE REMISE  
EN ARGENT\***

GRAND WAGONEER

**1 000 \$ DE REMISE  
EN ARGENT\***

LE BARON COUPÉ

**8,9 % TAUX DE CRÉDIT  
OU 1 000 \$ DE REMISE  
EN ARGENT\***

DODGE DAKOTA

**500 \$ DE REMISE  
EN ARGENT\***

CAMION DODGE RAM

**1 000 \$ DE REMISE  
EN ARGENT\***

JEEP YJ (EXCLUANT  
LE MODÈLE «S»)

**500 \$ DE REMISE  
EN ARGENT\***

COLT 100/200

**500 \$ DE REMISE  
EN ARGENT\***

EAGLE VISTA/  
VISTA FAMILIALE

**500 \$ DE REMISE  
EN ARGENT\***

**AINSI QUE D'AUTRES OFFRES FANTASTIQUES SUR LES MODÈLES 89  
EN STOCK CHEZ VOTRE CONCESSIONNAIRE.**

**CETTE OFFRE PREND FIN LE 31 MARS 1990.**

\*Ces offres sont mutuellement exclusives et ne s'adressent qu'aux particuliers achetant au détail. Elles annulent et remplacent toutes les offres précédentes et ne peuvent être combinées à aucune autre. Conditionnelles à une approbation de crédit de Chrysler Crédit Canada Ltée, ces offres ne s'appliquent qu'aux véhicules achetés chez les concessionnaires Chrysler participants et livrés par ces mêmes concessionnaires, du 1<sup>er</sup> février 1990 jusqu'au 31 mars 1990. La livraison doit se faire à partir du stock actuel des concessionnaires. Les offres de crédit s'appliquent uniquement aux modèles 1990 et ne s'appliquent ni aux véhicules loués ni aux parcs automobiles. Les acheteurs admissibles choisissant le taux de crédit réduit plutôt que la remise en argent ont droit à un taux de 8,9 % pour un terme maximal de 24 mois; à un taux de 9,9 % pour un terme maximal de 36 mois; à un taux de 10,9 % pour un terme maximal de 48 mois. (Pour la Eagle Summit, les taux sont de 6,9 %, 8,9 % et 9,9 % respectivement.) Exemple: dans le cas d'un prêt de 10 000 \$ pour un terme de 24 mois à l'achat d'un véhicule admissible, le taux de crédit serait de 8,9 % et les versements mensuels, de 456,39 \$. Le coût total de l'emprunt s'élèverait à 953,36 \$, et le montant à rembourser, à 10 953,36 \$. Pour la Eagle Summit, (basé sur un taux de 6,9 % pour 24 mois): coût de l'emprunt: 734,48 \$; versements mensuels: 447,27 \$; montant total à rembourser: 10 734,48 \$. Les acheteurs sont responsables du transport, de l'immatriculation, des taxes et autres frais pouvant s'appliquer. Des taux de crédit-bail spéciaux sont offerts, à la place de la remise en argent, sur certains modèles sélectionnés. Voyez votre concessionnaire pour de plus amples détails.

\*\*Les économies réalisables sur les ensembles-options sont calculées d'après le P.D.S.F. des options achetées séparément.

\*\*\*La période de garantie couverte en vertu de l'offre de rabais garanti prend fin le 30 septembre 1990. L'offre de rabais garanti s'applique uniquement aux modèles 1990 et ne couvre que les remises en argent (non les taux de crédit).

**GARANTIE  
7/115**

Garantie limitée de 7 ans ou de 115 000 km sur le groupe motopropulseur. Détails chez le concessionnaire.

**GARANTIE  
3/60**

Garantie de 3 ans ou de 60 000 km de pare-choc à pare-choc sur les modèles importés seulement. Détails chez le concessionnaire.

**ACHETEZ  
OU LOUEZ DE VOTRE  
CONCESSIONNAIRE  
CHRYSLER.**



**PERSONNE NE BAT VOTRE  
CONCESSIONNAIRE CHRYSLER.**





## ÉDITION ÉLECTRONIQUE ATARI MEGA. MÉGA-PUISSANCE. MÉGA-ÉCONOMIES.

Le Mega d'Atari vous donne accès à une édition électronique à la fine pointe de la technologie. Il coûte environ la moitié d'autres systèmes comparables. Voici de quoi vous renseigner sur le Mega.

**MÉGA-PUISSANCE.** Le Mega comprend 2 ou 4 méga-octets de RAM et un puissant processeur 68000. Il est compatible avec les programmes MS-DOS et Macintosh au moyen d'un émulateur.

**MÉGA-LOGICIEL.** DMC a conçu spécialement pour le Mega son programme Calamus d'édition électronique. Calamus comprend des centaines de fonctions intégrées qui en font l'un des programmes actuels les plus puissants et les plus désirables.

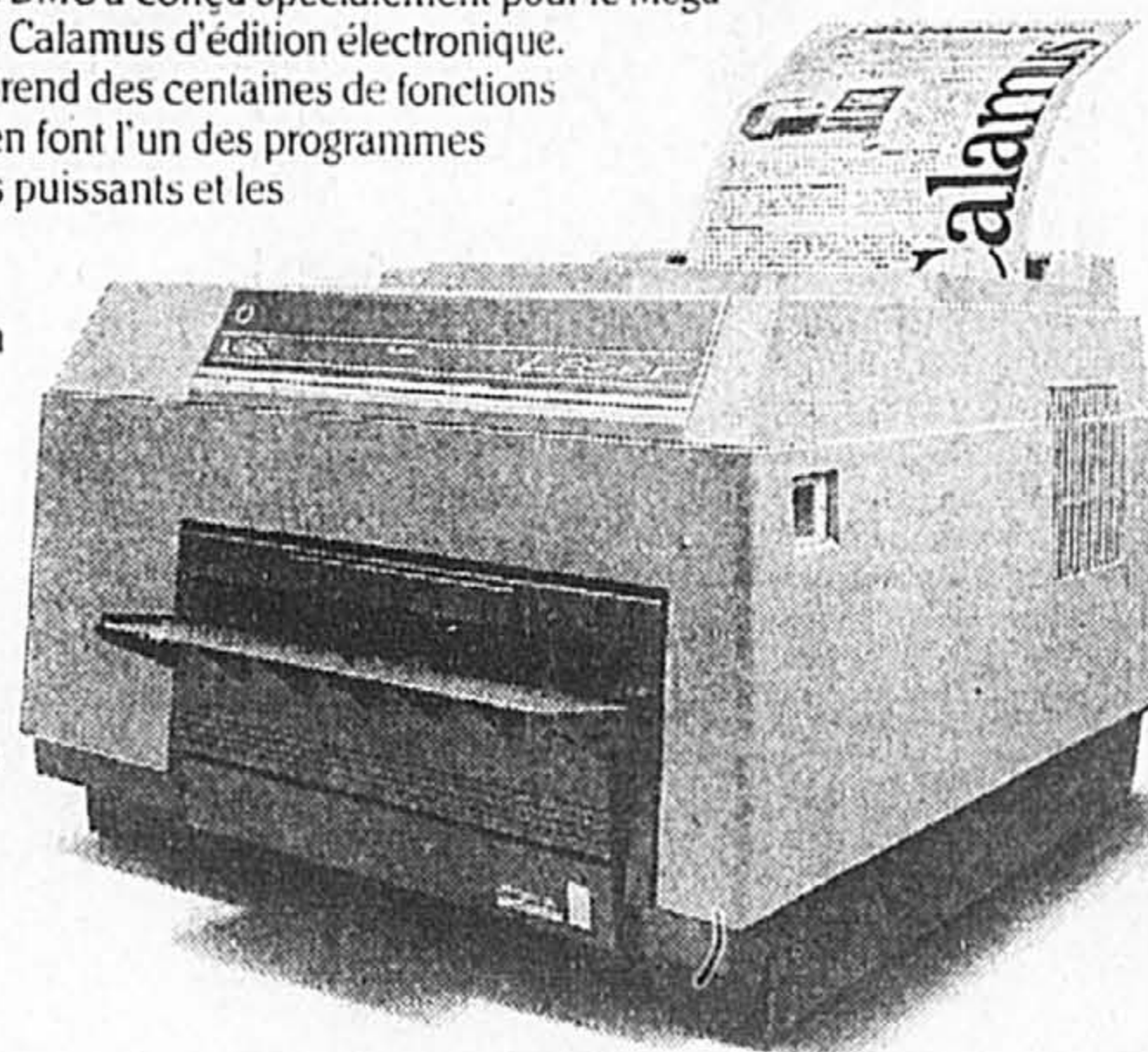
**MÉGA-IMPRIMANTE.**

Tout équipement d'édition électronique n'est valable que par son imprimante. Or, l'imprimante à laser Atari est excellente. Grâce à sa clarté distinctive, elle est supérieure aux autres imprimantes à laser par sa rapidité de création de page.

**MÉGA-ÉCONOMIES.** Le prix de base du système complet Atari Mega avec imprimante à laser est inférieur à 4 995 \$\*, ce qui rend l'édition électronique réellement abordable pour votre compagnie.

**499500\$\***

\*Les dépositaires peuvent vendre à un prix inférieur



## ATARI 1040ST<sup>E</sup> L'ORDINATEUR DOMESTIQUE EFFICACE DANS LE TRAVAIL ET LES LOISIRS.

Avant d'acheter un ordinateur domestique, comparez l'Atari 1040ST<sup>E</sup> avec les modèles concurrents. Vous constaterez que le modèle 1040ST<sup>E</sup> présente tellement d'avantages qu'il est vraiment incomparable.

**L'AVANTAGE POUR LE TRAVAIL ET LES LOISIRS.** Le

1040ST<sup>E</sup> comprend un puissant processeur 68000. Il est doté d'un méga-octet complet de RAM, d'une unité à disque souple de 3 1/2 po et d'une porte à disque rigide. Si vous emportez du travail à la maison, le 1040ST<sup>E</sup> vous servira bien car il peut utiliser les logiciels IBM et Macintosh au moyen d'un émulateur. Le 1040ST<sup>E</sup> est également efficace pour les loisirs, car la porte intégrée MIDI (synthétiseur musical) vous

permet de jouer et de composer de la musique.

**L'AVANTAGE DE L'ÉCONOMIE.** Vous constaterez que le 1040ST<sup>E</sup> coûte environ la moitié de ce que vous comptiez devoir payer. L'ordinateur, qui a l'avantage pour le travail et les loisirs, est également d'un prix très avantageux.

**ATARI COMPUTERS**  
LES AFFAIRES PRISES AU SÉRIEUX.

**LES DÉPOSITAIRES ATARI AUTORISÉS**

**Montréal**  
Archambault Musique  
849-6201  
Audio LP Inc.  
279-2498

Aventure Electronique Inc.  
722-4550  
Garage A Musique Inc.  
722-9008  
La Place  
288-7755

Les Productions  
Gilles Valiquette  
259-6434  
Steve's Music  
876-3976

Ultima Informatique Lee  
379-7017  
**Beauport**  
Mays Inc.  
661-1712

**Brossard**  
Aventure Electronique Inc.  
923-8100  
Data Shack (Canada) Inc.  
445-1371

**LaSalle**  
Boutique Micro-Tech  
364-5511  
**Québec**  
Azimut  
877-1497

Musique Richard  
Gendreau Inc.  
522-3877  
**Sherbrooke**  
C.V.J. Ordinateurs  
822-1881

**Trois-Rivières**  
Microdel Informatique Ent.  
373-3993  
**Également offert**  
au magasin  
**COMPUCENTRE**  
de votre localité.

Atari et le logo pe Atari sont des marques déposées de Atari Corporation. Les autres marques et noms de produits sont des marques déposées de leurs compagnies respectives.

## La CSN réclame un débat sur les téléthons et les levées de fonds

RICHARD FORTIN

La CSN réclame la tenue d'un débat en commission parlementaire des Affaires sociales sur les campagnes de financement dans le domaine de la santé et des services sociaux.

En conférence de presse hier, la vice-présidente de la CSN, Mme Monique Simard, a soutenu que le temps était venu de s'interroger publiquement sur l'envahissement du marché de la sollicitation par des collectes de toutes natures, dont les téléthons et les campagnes des fondations d'hôpitaux.

Tout en se défendant de vouloir jeter le discrédit sur les téléthons, en particulier celui de la fondation Jean-Lapointe qui aura lieu le week-end prochain, Mme Simard a invité les parlementaires à débattre des objectifs des campagnes de souscription, de leurs règles d'éthique et du contrôle gouvernemental, ainsi que de la destination des sommes recueillies.

« Il s'agit de savoir si ces modes de financement servent bien la finalité de la cause, c'est-à-dire de fournir des services directs aux bénéficiaires, a-t-elle expliqué. Les gouvernements enregistrent un manque à gagner en déduisant les dons de charité de l'impôt sur le revenu et les fondations elles-mêmes semblent dépenser beaucoup d'argent en frais administratifs. Nous voulons savoir si ce système favorise vraiment la population qui paie pour obtenir des services. »

Mme Simard a aussi mis en cause la moralité des collectes de dons des institutions subventionnées à 100 p. cent par les fonds publics. En prélevant de sommes importantes, a-t-elle affirmé, les hôpitaux font concurrence aux organismes communautaires dont le financement dépend en

tièrement de la générosité de la population.

Par ailleurs, le président de la Fédération nationale des communications (FNC-CSN), M. Maurice Amram, a demandé au Conseil de la radiodiffusion et télécommunications canadiennes (CRTC) et à la ministre québécoise des communications, Mme Liza Frulla-Hébert, de resserrer les règles auxquelles sont soumis les producteurs de téléthons.

« Ces spectacles sont l'occasion d'excès de pathos et de sensiblerie qui exploitent les bons sentiments des donateurs, a déploré M. Amram. Les producteurs et les diffuseurs font de bonnes affaires. C'est de la télévision bon marché qui rapporte bien. Mais je ne suis pas certain que les principaux intéressés, les bénéficiaires, y trouvent leur compte. »

La CSN a également endossé la demande d'enquête interne sur l'administration du centre de réadaptation Lucie-Bruneau exigée par le président du syndicat des ses employés, M. Jean-Pierre Drouin.

Pour M. Drouin, le directeur de Lucie-Bruneau, M. Jacques-Gilles Laberge, a manqué à son rôle en fondant 17 corporations satellites du centre de réadaptation qui n'ont pas à se soumettre aux mesures de contrôle et aux règles de transparence gouvernementales.

« Le directeur Laberge, a-t-il dit, est à la tête d'une entreprise qui se nomme « Groupe social Lucie-Bruneau », laquelle se révèle un paravent administratif lui permettant d'entreprendre tous les projets que génère son imagination fertile. »

M. Drouin a également reproché au Télé-Dons de faire appel à « une sensiblerie douteuse » qui, selon M. Drouin, est tout-à-fait contraire à la philosophie du centre, axée sur l'affirmation de la dignité de la personne handicapée.

### LES JARDINS CAMBONI

NOUVEAU  
À  
BROSSARD

**Maison de ville de luxe  
au coeur de Brossard,  
à 10 minutes de Montréal.  
L'idéal pour jeunes couples**

Taxes très basses

Jardin privé

Chambre froide

Garage privé

Heures de visites: Du lun. au jeu., de 13 h à 17 h et de 19 h à 21 h. Le vendredi, sur rendez-vous. Le sam. et le dim., de 13 h à 17 h. 25 ans d'expérience. Tél.: 676-2685

BOUL. TASCHEREAU O. (NAPLES) (PONT-CHAMPLAIN)

NAPLES

NEUVILLE

ROME

**perri holdings inc.**

Bureau des ventes: **2687, av. Neuville**

**443-8173**

(coin boul. de Rome), Brossard

LA BRIQUE D'ARGILE  
CLITE ST-LAURENT  
IMBATTABLE.

# Quand la passion rencontre la raison...

CHEVROLET

**CAMARO**

PONTIAC

**FIREBIRD**

Pour un temps limité, vous pouvez vous offrir l'une de ces passionnantes voitures sport en profitant d'un taux de crédit plus que raisonnable.

**Pour en savoir plus, voyez votre concessionnaire GM dès aujourd'hui!**

\*L'offre s'applique à tous les véhicules neufs et de démonstration 1990 et des années précédentes des Chevrolet Camaro et Pontiac Firebird achetées à partir du stock d'un concessionnaire. Tous ces modèles sont offerts en quantité limitée et ils ne sont pas nécessairement disponibles chez tous les concessionnaires. L'offre est en vigueur à compter du 1er février 1990 jusqu'à la fermeture des bureaux le 30 mars 1990 ou jusqu'à épuisement des stocks. L'acheteur sera tenu de payer les taxes applicables, y compris la taxe fédérale d'accise, les frais d'immatriculation et de transport au moment de l'achat. Toutes les demandes de crédit devront être approuvées par GMAC qui se réserve le droit d'exiger un acompte si le crédit de l'acheteur ne répond pas à ses normes. L'offre de financement à 6,9 %, sans montant limite, est réservée aux acheteurs au détail admissibles qui financent leur achat pour une durée maximum de 48 mois et minimum de 12 mois auprès de GMAC. Voyez votre concessionnaire GM participant pour connaître tous les détails, incluant les économies offertes par le programme Location Plus\*\* s'appliquant aux locations au détail. Renseignez-vous aussi au sujet du programme pour les diplômés universitaires.

**GM TOTAL**  
GARANTIE  
DE 3 ANS / 80 000 KM

6,9%

• remboursable en  
48 mensualités ou moins

• pas de montant limite

# 9,9% de financement\* ou 1000 \$ de remise en argent.†

Décidément, la fin de l'hiver sera peut-être plus drôle que Jacques Duval.

La fin de l'hiver risque d'être plus drôle que vous pensiez. Choisissez un financement de 9,9% pour 24 mois, de 10,9% pour 36 mois, de 11,9% pour 48 mois ou une remise en argent de 1000 \$ quand vous louez ou achetez n'importe quel véhicule Ford Ranger, Ford Aérostar ou Ford Série F cabine simple.



La qualité passe avant tout.



\*Le financement à 9,9%, pour un contrat d'un terme de 12 à 24 mois, est offert à l'achat ou à la location de n'importe quel modèle neuf Ford Ranger ou Ford Aérostar ou Ford Série F cabine simple 1990 ou de l'année précédente. Un financement prolongé est aussi offert à des taux favorables : 10,9% de 25 à 36 mois, ou 11,9% de 37 à 48 mois. Sur approbation du crédit. Exemple : un emprunt de 10000 \$ financé à 9,9% sur une période de 24 mois représente des mensualités de 460,99 \$. Le coût de l'emprunt s'élève à 1063,76 \$. Le financement est offert par l'entremise de Credit Ford seulement.  
†La durée des offres de remise en argent et de financement est limitée. Vous pouvez conserver l'argent ou l'utiliser sur votre transaction. Vous devez faire votre choix parmi les modèles en stock chez votre concessionnaire. Pour plus de détails, voyez votre concessionnaire Ford ou Mercury.

## Les 14 associations de la Maison de la surdité se retrouvent dans la rue

JEAN-PIERRE BONHOMME

La Maison de la surdité du Québec de la rue Papineau fermera ses portes ce printemps et les 14 organismes de bienfaisance sans but lucratif qui y logent se retrouvent dans la rue.

Les campagnes de souscription — les tirages de «luxueuses voitures Mercedes», par exemple — qui nourrissent cette oeuvre et qui sont organisées par la Fondation des sourds du Québec, dont le siège se trouve dans la capitale, ne rapportent pas suffisamment aux handicapés.

Le porte-parole de l'une des principales organisations bénéficiaires de la Maison, M. Jean-Guy Beaulieu, (le Centre québécois de la déficience auditive), a dit hier à *La Presse* que cette fermeture, prévue pour le mois de juin, fait subir un lourd préjudice aux associations fédérées sur ces lieux.

M. Beaulieu a expliqué hier qu'à son avis, les campagnes de souscription à la moderne, qui promettent à leurs participants de remporter des prix (voyages, voitures et le reste) ne constituent pas une base suffisamment forte pour maintenir des oeuvres en vie.

Par ailleurs M. Beaulieu a signalé que la présente souscription intitulée «Rouler-Mercedes-1990», lancée par la Fondation, est à certains égards fautive car elle fait état de l'existence de la Maison de la surdité qui doit fermer ses portes.

Le président de la Fondation des sourds du Québec, M. Gaston Forgues, un homme d'affaires de Québec, a dit que son organisme cesse de financer la Maison de la surdité parce qu'il veut revenir à ses objectifs premiers. Il a dit que sa Fondation avait justement pour but de «sensibiliser la population» au sort des sourds et que la Maison ne remplit pas ce rôle.

Il a précisé que sa Fondation recueille 250 000 \$ par année de diverses manières, dont 100 000 \$ sont attribués à la Maison de la surdité. Il a révélé que la Fondation vient de retirer les services d'une maison de publicité afin que celle-ci crée des «spots» publicitaires devant être diffusés à la télévision. Il a par ailleurs exprimé l'avis que la surdité se vend mal et qu'il est difficile d'organiser les souscriptions publiques qui la concerne.

MAGASINEZ CHEZ-VOUS  
AVEC  
**LES STORES PÈRE & FILS**  
Verticaux - Horizontaux - Stores plissés  
Installation en 48 heures

**10% DE RABAIS**  
avec cette annonce  
**620-2329**

### RECHERCHONS BIJOUX EN OR, DIAMANTS

TOUS BIJOUX: OR, PLATINE  
PERLES, CAMÉES, MÉDAILLES  
MONNAIES DE COLLECTION, OBJETS EN ARGENT  
MONTRES DE PRESTIGE: ROLEX, CARTIER  
PATEK PHILIPPE, VACHERON CONSTANTIN.

**Thompson & Whetstone INC.**

1117, RUE SAINTE-CATHERINE OUEST, L BUREAU 900  
(METRO PEEL) 289-1994 OU 289-9761

# SEARS

## CENTRES DE LIQUIDATION

À SAINT-LAURENT ET SAINT-LÉONARD

**10% À 30% DE RABAIS  
ADDITIONNEL**  
SUR UNE SÉLECTION D'APPAREILS  
ÉLECTROMÉNAGERS

**10% À 50% DE RABAIS  
ADDITIONNEL**  
SUR UNE SÉLECTION DE MEUBLES

SÉLECTION  
DE JEANS  
POUR FEMMES  
**10\$**  
ch.

SÉLECTION  
DE BLOUSES  
POUR FEMMES  
**5\$ et 10\$**  
ch.

SÉLECTION  
DE BLOUSES  
POUR FILLETES  
**2\$ et 5\$**  
ch.

SÉLECTION  
DE CHANDAILS  
POUR FEMMES  
**5\$ et 10\$**  
ch.

SÉLECTION DE  
PANTALONS EN  
VELOURS CÔTELÉ  
POUR FILLETES  
**5\$ et 10\$**  
ch.

SÉLECTION  
DE CHANDAILS  
POUR GARÇONS  
**5\$**  
ch.

PRIX EN VIGUEUR DU MERCREDI 14 MARS AU SAMEDI 17 MARS 1990,  
dans la limite des stocks disponibles

#### QU'EST-CE QU'UN CENTRE DE LIQUIDATION?

Un endroit où vous pouvez acheter de la marchandise neuve, en surplus ou fin de série, provenant du catalogue ou de nos magasins... à une fraction du prix! De plus, vous pouvez également y trouver des articles retournés par les clients. Parmi ces articles, quelques-uns ont été remis en état par nos techniciens, sont endommagés et ou sont égratignés, avec un minimum de retouches de votre part. Ces articles paraîtront comme neufs.

#### POLITIQUE DES PRIX

Les prix sont ceux de la marchandise apportée avec soi, légers frais supplémentaires pour la livraison. Les rabais indiqués sont calculés à partir des prix ordinaires mentionnés dans les catalogues présentement en vigueur ou primés ou dans les magasins. La mention «Étaient» indique le prix ordinaire d'une marchandise ayant déjà été offerte dans un magasin ou catalogue Sears à travers le Canada.

Centre de liquidation Sears de St-Leonard: La Su-Pere Plaza, 5960, Boul. des Grandes Prairies, St-Leonard, Telephone 323-9410  
Centre de liquidation Sears de St-Laurent: 3207, Boul. Thimens, St-Laurent, Telephone 335-5181



## COROLLA

OBSERVÉE,  
SCRUTÉE, ACCLAMÉE.

La Toyota Corolla vient tout juste d'être scrutée en profondeur par un groupe de critiques automobiles des plus... critiques. Pour la deuxième année consécutive — et ça, c'est une première! — l'Association des journalistes de l'automobile du Canada a décerné à la Toyota Corolla le trophée du magazine *World of Wheels* pour «le meilleur véhicule construit au Canada.»

Toutefois, cette victoire ne nous surprend pas car, chez Toyota, nous avons l'esprit aussi critique que les membres de l'AJAC.

1989 1990



L'association des Journalistes de l'automobile du Canada  
Automobile Journalists Association of Canada

# TOYOTA